

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
1^{er} août 2018
Français
Original : anglais

Lettre datée du 30 juillet 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Comme suite à une communication reçue du Greffier de la Cour internationale de Justice et conformément au paragraphe 2 de l'Article 41 du Statut de la Cour, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires dans l'affaire concernant l'*Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Émirats arabes unies)* (voir annexe)¹.

(Signé) António Guterres

¹ L'annexe est distribuée uniquement dans les langues de l'original et n'a pas été revue par les services d'édition.



Annexe

[Original : anglais et français]

23 JULY 2018

ORDER

**APPLICATION OF THE INTERNATIONAL CONVENTION
ON THE ELIMINATION OF ALL FORMS
OF RACIAL DISCRIMINATION**

(QATAR v. UNITED ARAB EMIRATES)

**APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE
SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES
DE DISCRIMINATION RACIALE**

(QATAR c. ÉMIRATS ARABES UNIS)

23 JUILLET 2018

ORDONNANCE

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>
QUALITÉS	1-13
I. COMPÉTENCE <i>PRIMA FACIE</i>	14-42
1. Introduction générale	14-17
2. Existence d'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la CIEDR	18-28
3. Conditions procédurales préalables	29-40
4. Conclusion quant à la compétence <i>prima facie</i>	41-42
II. LES DROITS DONT LA PROTECTION EST RECHERCHÉE ET LES MESURES SOLLICITÉES	43-59
III. LE RISQUE DE PRÉJUDICE IRRÉPARABLE ET L'URGENCE	60-71
IV. CONCLUSION ET MESURES À ADOPTER	72-78
DISPOSITIF	79

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2018

2018
23 juillet
Rôle général
n° 172

23 juillet 2018

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE
TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

(QATAR c. ÉMIRATS ARABES UNIS)

DEMANDE EN INDICATION DE MESURES CONSERVATOIRES

ORDONNANCE

Présents : M. YUSUF, *président* ; MME XUE, *vice-présidente* ; MM. TOMKA, ABRAHAM, BENNOUNA, CANÇADO TRINDADE, GAJA, MME SEBUTINDE, MM. BHANDARI, ROBINSON, CRAWFORD, GEVORGIAN, SALAM, *juges* ; MM. COT, DAUDET, *juges ad hoc* ; M. COUVREUR, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu les articles 41 et 48 du Statut de la Cour et les articles 73, 74 et 75 de son Règlement,

Rend l'ordonnance suivante :

Considérant que :

1. Le 11 juin 2018, l'Etat du Qatar (ci-après le «Qatar») a déposé au Greffe de la Cour une requête introductive d'instance contre les Emirats arabes unis à raison de violations alléguées de la convention internationale du 21 décembre 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ci-après la «CIEDR» ou la «convention»).

2. Au terme de sa requête, le Qatar,

«en son nom propre et en qualité de *parens patriae* des Qatariens, prie respectueusement la Cour de dire et juger que les Emirats arabes unis, par l'intermédiaire de leurs organes et agents et d'autres personnes et entités exerçant la puissance publique, ainsi que par l'intermédiaire d'autres agents agissant sur leurs instructions ou sous leur direction et leur contrôle, ont manqué aux obligations que leur imposent les articles 2, 4, 5, 6 et 7 de la CIEDR en prenant notamment les mesures illicites suivantes :

- a) en expulsant collectivement tous les Qatariens et en interdisant à tous les Qatariens d'entrer sur le territoire des Emirats arabes unis, au motif de leur origine nationale ;
- b) en violant d'autres droits fondamentaux, dont le droit de se marier et de choisir son conjoint, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le droit à la santé et aux soins médicaux, le droit à l'éducation et à la formation professionnelle, le droit à la propriété, le droit au travail, le droit de prendre part aux activités culturelles et le droit à un traitement égal devant les tribunaux ;
- c) en s'abstenant de condamner, voire en encourageant la haine raciale contre le Qatar et les Qatariens, et en s'abstenant de prendre des mesures destinées à lutter contre les préjugés, notamment en incriminant toute expression de sympathie à l'égard du Qatar et des Qatariens, en autorisant, en promouvant et en finançant une campagne internationale visant à dresser l'opinion publique et les médias sociaux contre le Qatar, en réduisant les médias qatariens au silence et en appelant à des attaques contre des entités qatariennes ; et
- d) en s'abstenant de protéger les Qatariens contre les actes de discrimination raciale et de leur offrir des voies de recours efficaces leur permettant d'obtenir réparation de tels actes devant les tribunaux et autres organismes des Emirats arabes unis.»

En conséquence,

«le Qatar prie respectueusement la Cour d'ordonner aux Emirats arabes unis de prendre toutes les dispositions requises pour s'acquitter des obligations que leur impose la CIEDR, et notamment :

- a) de suspendre et de révoquer immédiatement les mesures discriminatoires actuellement en vigueur, dont, mais pas seulement, les directives interdisant de «sympathiser» avec des Qatariens et toute autre législation nationale discriminatoire *de jure* ou *de facto* à l'égard des Qatariens au motif de leur origine nationale ;
- b) de suspendre immédiatement toutes autres mesures incitant à la discrimination (y compris les campagnes médiatiques et le soutien à la diffusion de messages à caractère discriminatoire) et d'incriminer de telles mesures ;
- c) de s'acquitter des obligations qui leur sont faites par la CIEDR de condamner publiquement la discrimination raciale à l'égard des Qatariens, de poursuivre une politique tendant à éliminer la discrimination raciale et de prendre des mesures pour lutter contre semblables préjugés ;
- d) de s'abstenir de prendre toute autre mesure susceptible d'être discriminatoire à l'égard des Qatariens relevant de leur juridiction ou se trouvant sous leur contrôle ;
- e) de rétablir les Qatariens dans leurs droits, notamment le droit de se marier et de choisir son conjoint, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le droit à la santé et aux soins médicaux, le droit à l'éducation et à la formation professionnelle, le droit à la propriété, le droit au travail, le droit de prendre part aux activités culturelles et le droit à un traitement égal devant les tribunaux, et de mettre en œuvre des mesures pour garantir le respect de ces droits ;
- f) de donner des garanties et assurances de non-répétition de leur conduite illicite ; et
- g) de réparer intégralement, notamment par une indemnisation, le préjudice résultant de leurs actes commis en violation de la CIEDR.»

3. Dans sa requête, le Qatar entend fonder la compétence de la Cour sur le paragraphe 1 de l'article 36 de son Statut et sur l'article 22 de la CIEDR.

4. Le 11 juin 2018, le Qatar a en outre présenté une demande en indication de mesures conservatoires, en application de l'article 41 du Statut de la Cour et des articles 73, 74 et 75 de son Règlement.

5. Au terme de sa demande, le Qatar prie la Cour d'indiquer les mesures conservatoires suivantes :

- «a) les Emirats arabes unis doivent cesser et s'abstenir de commettre tout acte pouvant entraîner, directement ou indirectement, une forme quelconque de discrimination raciale à l'égard de Qatariens ou d'entités du Qatar, par le fait de tout organe, agent, personne ou entité exerçant la puissance publique sur leur territoire ou agissant sous leur direction ou leur contrôle. En particulier, les Emirats arabes unis doivent immédiatement cesser et s'abstenir de commettre tout acte constituant une violation des droits de l'homme que les Qatariens tiennent de la CIEDR, et notamment :

- i) mettre un terme aux mesures visant à expulser collectivement tous les Qatariens des Emirats arabes unis et à interdire à tous les Qatariens d'entrer sur le territoire des Emirats arabes unis au motif de leur origine nationale ;
- ii) prendre toutes les dispositions requises de sorte qu'aucun Qatarien (ni aucune personne ayant des liens avec le Qatar) ne soit la cible d'actes discriminatoires ou haineux motivés par des considérations raciales, et notamment condamner tout discours haineux visant les Qatariens, cesser toute publication critique ou caricaturale à l'égard du Qatar, et s'abstenir de toute autre forme d'incitation à la discrimination raciale à l'égard des Qatariens ;
- iii) cesser d'appliquer les dispositions du décret-loi fédéral n° 5 de 2012 sur la lutte contre la cybercriminalité à toute personne «exprimant de la sympathie ... pour le Qatar» ainsi que toute autre législation nationale discriminatoire (*de jure* ou *de facto*) à l'égard des Qatariens ;
- iv) prendre toutes les mesures requises pour protéger la liberté d'expression des Qatariens aux Emirats arabes unis, et notamment s'abstenir de fermer les bureaux de leurs sites d'information ou d'empêcher ceux-ci de diffuser ;
- v) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, de séparer un Qatarien de sa famille, et prendre toutes les dispositions requises pour réunir les familles séparées par suite de l'application des mesures discriminatoires (aux Emirats arabes unis, si telle est leur préférence) ;
- vi) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, de priver des Qatariens de la possibilité de recevoir des soins médicaux aux Emirats arabes unis au motif de leur origine nationale, et prendre toutes les dispositions requises pour qu'ils puissent avoir accès à de tels soins ;
- vii) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, d'empêcher les étudiants qatariens de suivre les enseignements ou les formations professionnelles des établissements des Emirats arabes unis, et prendre toutes les dispositions requises pour qu'ils puissent avoir accès à leur dossier scolaire ;
- viii) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, d'empêcher les Qatariens d'avoir accès aux biens qu'ils possèdent aux Emirats arabes unis, d'en avoir la jouissance et l'usage ou de les administrer, et prendre toutes les dispositions requises pour leur permettre d'agir valablement par procuration aux Emirats arabes unis, de procéder au renouvellement nécessaire de leurs permis de commerce et de travail, et de renouveler leurs contrats de location ; et
- ix) prendre toutes les dispositions requises pour garantir aux Qatariens un traitement égal devant les tribunaux et autres organes judiciaires aux Emirats arabes unis, ainsi que l'accès à un mécanisme devant lequel ils puissent contester toute mesure discriminatoire.

- b) les Emirats arabes unis doivent s'abstenir de prendre toute mesure susceptible d'aggraver ou d'étendre le présent différend ou d'en rendre le règlement plus difficile ; et
- c) les Emirats arabes unis doivent s'abstenir de prendre toute mesure susceptible de porter préjudice aux droits du Qatar dans le cadre du présent différend.»

6. Le greffier a immédiatement communiqué au Gouvernement des Emirats arabes unis la requête, conformément au paragraphe 2 de l'article 40 du Statut de la Cour, et la demande en indication de mesures conservatoires, conformément au paragraphe 2 de l'article 73 du Règlement. Il a également informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dépôt par le Qatar de cette requête et de cette demande.

7. En attendant que la communication prévue au paragraphe 3 de l'article 40 du Statut ait été effectuée par transmission du texte bilingue imprimé de la requête aux Membres de l'Organisation des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire général, le greffier a informé ces Etats du dépôt de la requête et de la demande.

8. La Cour ne comptant sur le siège aucun juge de la nationalité de l'une ou l'autre Partie, chacune d'elles s'est prévaluée du droit que lui confère l'article 31 du Statut de procéder à la désignation d'un juge *ad hoc* pour siéger en l'affaire. Le Qatar a désigné M. Yves Daudet et les Emirats arabes unis, M. Jean-Pierre Cot.

9. Par lettres en date du 14 juin 2018, le greffier a fait connaître aux Parties que la Cour, conformément au paragraphe 3 de l'article 74 de son Règlement, avait fixé aux 27, 28 et 29 juin 2018 les dates de la procédure orale sur la demande en indication de mesures conservatoires.

10. Au cours des audiences publiques, des observations orales sur la demande en indication de mesures conservatoires ont été présentées par :

Au nom du Qatar :

- M. Mohammed Abdulaziz Al-Khulaifi,
- M. Donald Francis Donovan,
- Mme Catherine Amirfar,
- M. Pierre Klein,
- lord Peter Goldsmith,
- M. Lawrence H. Martin.

Au nom des Emirats arabes unis :

- S. Exc. M. Saeed Ali Yousef Alnowais,
- M. Alain Pellet,
- M. Tullio Treves,
- M. Simon Olleson,
- M. Malcolm Shaw,
- M. Charles L.O. Buderu.

11. Au terme de son second tour d'observations orales, le Qatar a prié la Cour d'indiquer les mesures conservatoires suivantes :

- «a) les Emirats arabes unis doivent cesser et s'abstenir de commettre tout acte pouvant entraîner, directement ou indirectement, une forme quelconque de discrimination raciale à l'égard de Qatariens ou d'entités du Qatar, par le fait de tout organe, agent, personne ou entité exerçant la puissance publique sur leur territoire ou agissant sous leur direction ou leur contrôle. En particulier, les Emirats arabes unis doivent immédiatement cesser et s'abstenir de commettre tout acte constituant une violation des droits de l'homme que les Qatariens tiennent de la CIEDR, et notamment :
- i) mettre un terme aux mesures visant à expulser collectivement tous les Qatariens des Emirats arabes unis et à interdire à tous les Qatariens d'entrer sur le territoire des Emirats arabes unis au motif de leur origine nationale ;
 - ii) prendre toutes les dispositions requises de sorte qu'aucun Qatarien (ni aucune personne ayant des liens avec le Qatar) ne soit la cible d'actes discriminatoires ou haineux motivés par des considérations raciales, et notamment condamner tout discours haineux visant les Qatariens, cesser toute publication critique ou caricaturale à l'égard du Qatar, et s'abstenir de toute autre forme d'incitation à la discrimination raciale à l'égard des Qatariens ;
 - iii) cesser d'appliquer les dispositions du décret-loi fédéral n° 5 de 2012 sur la lutte contre la cybercriminalité à toute personne «exprimant de la sympathie ... pour le Qatar» ainsi que toute autre législation nationale discriminatoire (*de jure* ou *de facto*) à l'égard des Qatariens ;
 - iv) prendre toutes les mesures requises pour protéger la liberté d'expression des Qatariens aux Emirats arabes unis, et notamment s'abstenir de fermer les bureaux de leurs sites d'information ou d'empêcher ceux-ci de diffuser ;
 - v) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, de séparer un Qatarien de sa famille, et prendre toutes les dispositions requises pour réunir les familles séparées par suite de l'application des mesures discriminatoires (aux Emirats arabes unis, si telle est leur préférence) ;
 - vi) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, de priver des Qatariens de la possibilité de recevoir des soins médicaux aux Emirats arabes unis au motif de leur origine nationale, et prendre toutes les dispositions requises pour qu'ils puissent avoir accès à de tels soins ;
 - vii) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, d'empêcher les étudiants qatariens de suivre les enseignements ou les formations professionnelles des établissements des Emirats arabes unis, et prendre toutes les dispositions requises pour qu'ils puissent avoir accès à leur dossier scolaire ;

- viii) cesser et s'abstenir de prendre des mesures ayant pour effet, directement ou indirectement, d'empêcher les Qatariens d'avoir accès aux biens qu'ils possèdent aux Emirats arabes unis, d'en avoir la jouissance et l'usage ou de les administrer, et prendre toutes les dispositions requises pour leur permettre d'agir valablement par procuration aux Emirats arabes unis, de procéder au renouvellement nécessaire de leurs permis de commerce et de travail, et de renouveler leurs contrats de location ; et
 - ix) prendre toutes les dispositions requises pour garantir aux Qatariens un traitement égal devant les tribunaux et autres organes judiciaires aux Emirats arabes unis, ainsi que l'accès à un mécanisme devant lequel ils puissent contester toute mesure discriminatoire.
- b) les Emirats arabes unis doivent s'abstenir de prendre toute mesure susceptible d'aggraver ou d'étendre le présent différend ou d'en rendre le règlement plus difficile ; et
 - c) les Emirats arabes unis doivent s'abstenir de prendre toute mesure susceptible de porter préjudice aux droits du Qatar dans le cadre du présent différend.»

12. Au terme de leur second tour d'observations orales, les Emirats arabes unis ont prié la Cour de «rejeter la demande en indication de mesures conservatoires présentée par l'Etat du Qatar».

13. A l'audience, des questions ont été posées aux Parties par des membres de la Cour, auxquelles il a été répondu par écrit, conformément au paragraphe 4 de l'article 61 du Règlement. En application de l'article 72 du Règlement, chacune des Parties a présenté des observations écrites sur les réponses écrites fournies par la Partie adverse.

*

* *

I. COMPÉTENCE *PRIMA FACIE*

1. Introduction générale

14. La Cour ne peut indiquer des mesures conservatoires que si les dispositions invoquées par le demandeur apparaissent *prima facie* constituer une base sur laquelle sa compétence pourrait être fondée ; elle n'a pas besoin de s'assurer de manière définitive qu'elle a compétence quant au fond de l'affaire (voir, par exemple, *Jadhav (Inde c. Pakistan), mesures conservatoires, ordonnance du 18 mai 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 236, par. 15).

15. En la présente espèce, le Qatar entend fonder la compétence de la Cour sur le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de la Cour et sur l'article 22 de la CIEDR (voir le paragraphe 3 plus haut). La Cour doit donc, en premier lieu, rechercher si ces dispositions lui confèrent *prima facie* compétence pour statuer sur l'affaire au fond, ce qui lui permettrait — sous réserve que les autres conditions nécessaires soient réunies — d'indiquer des mesures conservatoires.

16. Le Qatar et les Emirats arabes unis sont tous deux parties à la CIEDR. Le demandeur y a adhéré le 22 juillet 1976 et n'a pas formulé de réserve ; le défendeur y a adhéré le 20 juin 1974 et n'a pas formulé de réserve à l'article 22 ou une quelconque autre réserve pertinente pour les besoins de la présente procédure.

17. L'article 22 de la CIEDR se lit comme suit :

«Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou au moyen des procédures expressément prévues par ladite Convention sera porté, à la requête de toute partie au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les parties au différend ne conviennent d'un autre mode de règlement.»

2. Existence d'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la CIEDR

18. L'article 22 de la CIEDR subordonne la compétence de la Cour à l'existence d'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la convention. Il existe un différend entre des Etats lorsque leurs points de vue quant à l'exécution ou à la non-exécution de certaines obligations internationales sont nettement opposés (voir *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 115, par. 22, citant l'affaire relative à l'*Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, première phase, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1950*, p. 74). Il faut que la réclamation de l'un d'entre eux «se heurte à l'opposition manifeste» de l'autre (*Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud ; Libéria c. Afrique du Sud), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1962*, p. 328). A l'effet d'établir si un différend existe, la Cour «ne peut se borner à constater que l'une des Parties soutient que la convention s'applique alors que l'autre le nie» (*Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France), mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2016, C.I.J. Recueil 2016 (II)*, p. 1159, par. 47). Le Qatar invoquant pour fonder sa compétence la clause compromissoire contenue dans une convention internationale, la Cour doit rechercher si «les actes dont [le demandeur] tire grief sont, *prima facie*, susceptibles d'entrer dans les prévisions de cet instrument et si, par suite, le différend est de ceux dont [elle] pourrait avoir compétence pour connaître *ratione materiae*» (*ibid.*).

* *

19. Le Qatar soutient qu'il existe entre les Parties un différend touchant l'interprétation et l'application de la CIEDR. Il affirme qu'à partir du 5 juin 2017, les Emirats arabes unis ont pris des mesures discriminatoires à l'encontre des Qatariens et de leurs familles, en violation des dispositions et des principes fondamentaux de la convention. Le Qatar prétend notamment que le 5 juin 2017, les Emirats arabes unis «ont expulsé de leur territoire tous les Qatariens en ne leur laissant que 14 jours pour partir» et qu'ils continuent de leur interdire l'entrée sur le territoire des Emirats arabes unis. Il fait observer que ces mesures ne s'appliquent pas aux autres non-ressortissants résidant aux Emirats arabes unis et en conclut que le défendeur a ciblé les Qatariens au motif de leur origine nationale, violant ainsi le paragraphe 1 de l'article premier de la CIEDR. Invoquant notamment la recommandation générale XXX du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Qatar soutient que le comportement discriminatoire dont font l'objet les Qatariens au motif de leur origine nationale ou de leur nationalité tombe sous le coup de la convention.

20. Selon le Qatar, sous l'effet des mesures prises par les Emirats arabes unis, «[d]es milliers de Qatariens ne peuvent retourner aux Emirats arabes unis, sont séparés de leur famille qui s'y trouve toujours, ou perdent leur logement, leur emploi, leurs biens, l'accès à des soins médicaux et la possibilité de poursuivre leurs études». Le Qatar ajoute que les Qatariens ne disposent d'aucune voie de recours contre ces violations sur le plan judiciaire. En conséquence, il plaide que les Emirats arabes unis entravent l'exercice des droits de l'homme fondamentaux dont les Qatariens peuvent se prévaloir au titre des articles 2 et 5 de la CIEDR. Il affirme, plus précisément, que le défendeur prive les Qatariens de l'exercice des droits suivants : le droit de se marier et de choisir son conjoint, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le droit à la santé et aux soins médicaux, le droit à l'éducation et à la formation professionnelle, le droit à la propriété, le droit au travail et le droit à un traitement égal devant les tribunaux.

21. Le Qatar soutient par ailleurs que les Emirats arabes unis ont manqué aux obligations que leur imposent les articles 4 et 7 de la CIEDR «[e]n ne condamnant pas la haine et les préjugés raciaux et en incitant à l'expression de tels sentiments contre le Qatar et les Qatariens». Il affirme en outre que les Emirats arabes unis ont manqué d'assurer aux Qatariens relevant de leur juridiction une protection et des voies de recours effectives contre les actes de discrimination raciale, en violation de l'article 6 de la CIEDR.

*

22. Selon les Emirats arabes unis, il n'existe entre les Parties aucun différend touchant l'interprétation ou l'application de la CIEDR. Les Emirats arabes unis soutiennent qu'il n'y a pas eu d'expulsion massive de Qatariens hors de leur territoire, que tous les Qatariens se trouvant sur le territoire des Emirats arabes unis continuent de jouir de tous les droits reconnus par la loi à tous les résidents et visiteurs, et que les Qatariens y vivent avec leur famille, y vont à l'école et y ont accès aux services de santé et aux services publics. Les Emirats arabes unis expliquent que les mesures qu'ils ont adoptées en juin 2017 visaient à «imposer des conditions supplémentaires à l'entrée ou au retour des Qatariens sur leur territoire».

23. Les Emirats arabes unis affirment par ailleurs qu'aucun Qatarien n'a été empêché d'exercer une voie de recours dans quelque affaire que ce soit et qu'il n'y a eu aucune ingérence dans les affaires commerciales des Qatariens. Ils se défendent également de s'être engagés dans une quelconque campagne médiatique contre les Qatariens en raison de leur nationalité. De plus, il n'existe, selon eux, aucun différend entrant dans le champ d'application de la CIEDR à raison d'une quelconque entrave à l'exercice de la liberté d'expression.

24. Les Emirats arabes unis affirment de surcroît que, «même si elles étaient prises pour argent comptant», les allégations factuelles du Qatar ne feraient pas intervenir une discrimination «raciale» interdite, au sens de la convention, ni d'autres actes prohibés dans celle-ci. Ils font valoir que l'expression «origine nationale», telle que visée au paragraphe 1 de l'article premier de la CIEDR, est «couplée à» l'«origine ethnique» et que l'«origine nationale» ne saurait être réputée englober la «nationalité actuelle». D'après eux, c'est ce qui ressort du sens ordinaire de cette disposition, lue dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de la convention. Les Emirats arabes unis considèrent en outre que les travaux préparatoires viennent confirmer leur interprétation. Partant, ils soutiennent que les demandes du Qatar en rapport avec les différences de traitement dont seraient victimes les Qatariens au seul motif de leur nationalité actuelle excèdent la portée *ratione materiae* de la CIEDR.

* *

25. La Cour considère qu'il ressort des arguments et des documents qui lui ont été présentés que les Parties s'opposent sur la nature et la portée des mesures prises par les Emirats arabes unis à partir du 5 juin 2017, ainsi que sur le point de savoir si elles touchent leurs droits et obligations découlant de la CIEDR. Le deuxième paragraphe de la déclaration faite par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 prévoit les mesures suivantes :

«Il est interdit aux Qatariens d'entrer sur le territoire des Emirats arabes unis ou d'y transiter, et ceux qui s'y trouvent en qualité de résident ou de visiteur doivent le quitter dans un délai de 14 jours par mesure de sécurité préventive. De même, il est interdit aux ressortissants des Emirats arabes unis de voyager ou de séjourner au Qatar, ou de transiter par son territoire.»

26. La Cour note que le Qatar affirme que les mesures adoptées par les Emirats arabes unis ciblaient délibérément les Qatariens au motif de leur origine nationale. En conséquence, selon le Qatar, les Emirats arabes unis ont manqué aux obligations qui leur incombent en vertu des articles 2, 4, 5, 6 et 7 de la convention. Elle observe que le Qatar soutient en particulier que, sous l'effet des mesures prises le 5 juin 2017, des familles mixtes qatari-émiriennes ont été séparées, l'accès des Qatariens aux soins médicaux sur le territoire des Emirats arabes unis a été suspendu, empêchant les personnes suivant un traitement médical de continuer à en bénéficier, des étudiants qatariens n'ont pu terminer leurs études aux Emirats arabes unis ni en poursuivre ailleurs parce que les universités des Emirats arabes unis refusaient de leur communiquer leur dossier universitaire, et les Qatariens n'ont pu jouir d'un traitement égal devant les tribunaux et autres organes judiciaires aux Emirats arabes unis. Les Emirats arabes unis, pour leur part, nient catégoriquement avoir commis l'une quelconque de ces violations.

27. De l'avis de la Cour, les actes dont le Qatar fait état, en particulier l'annonce par les Emirats arabes unis, aux termes de la déclaration du 5 juin 2017 — qui aurait ciblé les Qatariens au motif de leur origine nationale —, selon laquelle les Qatariens devaient quitter le territoire dans un délai de 14 jours avec interdiction d'y revenir, et les restrictions présumées qui s'en sont suivies, notamment l'entrave à l'exercice de leur droit de se marier et de choisir leur conjoint, leur droit à l'éducation, leur droit aux soins médicaux et leur droit à un traitement égal devant les tribunaux, sont susceptibles d'entrer dans le champ d'application *ratione materiae* de la CIEDR. La Cour considère que, si les Parties s'opposent sur le point de savoir si la discrimination fondée sur l'«origine nationale», telle que visée au paragraphe 1 de l'article premier de la CIEDR, englobe la discrimination fondée sur la «nationalité actuelle» des intéressés, point n'est besoin, au vu de ce qui précède, qu'elle décide à ce stade de la procédure laquelle de ces interprétations divergentes de la convention est correcte.

28. La Cour conclut que les éléments susmentionnés suffisent, à ce stade, à établir l'existence entre les Parties d'un différend touchant l'interprétation ou l'application de la CIEDR.

3. Conditions procédurales préalables

29. La Cour rappelle qu'elle a déjà indiqué que le libellé de l'article 22 de la CIEDR établissait des conditions procédurales préalables auxquelles il devait être satisfait avant toute saisine de la Cour (voir *Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2011 (I)*, p. 128, par. 141). Aux termes de l'article 22 de la CIEDR, elle ne peut être saisie que d'un différend «qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou au moyen des procédures expressément prévues par [la] Convention». La même disposition précise qu'un tel différend ne peut être porté devant la Cour à la requête de l'une ou l'autre des parties à ce différend que si celles-ci ne sont pas convenues d'un autre mode de règlement. La Cour note qu'aucune des Parties ne prétend qu'elles se seraient accordées sur un autre mode de règlement.

* *

30. En ce qui concerne la première condition préalable énoncée à l'article 22, le Qatar affirme avoir «véritablement tenté à plusieurs reprises de négocier avec les Emirats arabes unis afin de mettre fin au différend et aux violations des droits de l'homme qui continuent de causer des souffrances à son peuple». Il ajoute avoir maintes fois dénoncé des violations caractérisées des droits de l'homme résultant d'actes illicites de discrimination de la part des Emirats arabes unis à l'encontre des Qatariens depuis le mois de juin 2017. A cet égard, il se réfère à certaines déclarations faites par de hauts responsables de l'Etat et, en particulier, à un discours prononcé le 25 février 2018 devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies par le ministre qatarien des affaires étrangères. Le Qatar fait en outre valoir que son ministre d'Etat aux affaires étrangères s'est, dans une lettre en date du 25 avril 2018, expressément référé à des violations de dispositions spécifiques de la CIEDR résultant des mesures prises par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017, et

a demandé à ces derniers d'«accepter de négocier afin de mettre un terme à ces violations et à leurs effets». Il précise que, alors qu'une réponse était demandée dans un délai de deux semaines, le défendeur n'a jamais donné suite à cette lettre. Le demandeur considère par conséquent que les Emirats arabes unis ont rejeté ou ignoré ses tentatives de négocier un règlement pacifique du différend et que, partant, bien qu'il ait véritablement cherché à négocier à cette fin, les Parties n'ont pas été en mesure de régler leur différend.

31. En ce qui concerne la seconde condition préalable énoncée à l'article 22 de la CIEDR, à savoir le recours aux procédures expressément prévues par la convention, le Qatar indique que, le 8 mars 2018, il a adressé au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale une communication au titre de l'article 11 de cet instrument. Il soutient toutefois qu'il n'est pas nécessaire que cette procédure ait été engagée ou menée à bien pour que la Cour puisse exercer sa compétence en la présente espèce. Le demandeur souligne également qu'il ne s'appuie pas sur cette communication aux fins de démontrer la compétence *prima facie* de la Cour.

32. Enfin, le demandeur estime que, en tout état de cause, le point de savoir si les deux conditions préalables énoncées à l'article 22 de la CIEDR ont un caractère cumulatif et successif ne doit pas être tranché par la Cour à ce stade.

*

33. En réponse aux arguments du Qatar relatifs au respect des conditions préalables énoncées à l'article 22 de la CIEDR, les Emirats arabes unis soutiennent avant tout que celles-ci sont cumulatives et doivent être remplies successivement avant toute saisine de la Cour.

34. S'agissant du respect de la première condition préalable, les Emirats arabes unis affirment que, en dépit de ses allégations, le Qatar n'a jamais entrepris de «véritable tentative de négocier» au sujet de l'application de la CIEDR. Selon le défendeur, les déclarations sur lesquelles se fonde le demandeur ne portent que très généralement sur des allégations habituelles de violations des droits de l'homme et, lorsque ces documents mentionnent en passant la CIEDR, cette mention n'est assortie d'aucune proposition de négocier, sous quelque forme que ce soit. Les Emirats arabes unis ajoutent qu'aucune de ces déclarations ne peut être considérée comme une offre de négociation en vue de régler le différend allégué par le Qatar au titre de l'article 22 de la CIEDR. Quant à la lettre du Qatar en date du 25 avril 2018, qui, selon le défendeur, a été reçue le 1^{er} mai 2018, ce dernier estime que ce document a trait, là encore, à des allégations générales de violations des droits de l'homme, et ne fait nulle mention de l'article 22 de la CIEDR. Les Emirats arabes unis soutiennent que cette prétendue offre a pris la forme d'un «ultimatum» et soulignent qu'elle a été formulée presque un an après que le ministre des affaires étrangères des Emirats arabes unis eut fait une déclaration demandant aux Qataris de quitter le pays dans les 14 jours. Ils précisent qu'ils n'ont ni accepté ni refusé la prétendue invitation du Qatar. Ils affirment qu'ils n'ont été informés que le 7 mai 2018 que ce dernier avait adressé une communication au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Ils font également valoir que, sans attendre le résultat de cette procédure,

le Qatar a, le 11 juin 2018, présenté à la Cour sa requête introduisant la présente instance tout en sollicitant l'indication de mesures conservatoires. Le défendeur conclut par conséquent que, s'il est vrai que le différend allégué n'a pas été réglé par voie de négociation, «il n'y a eu aucune «véritable tentative»» en ce sens.

35. Pour ce qui est de la seconde condition préalable énoncée à l'article 22 de la CIEDR, à savoir le recours aux procédures expressément prévues par la convention, les Emirats arabes unis soutiennent que le Qatar doit épuiser la procédure devant le Comité de la CIEDR avant de saisir la Cour. A titre subsidiaire, le défendeur considère que la manière dont le Qatar a procédé est incompatible tant avec le principe *electa una via* qu'avec l'exception de litispendance, puisque la même réclamation a été soumise à deux instances différentes par un même demandeur contre un même défendeur.

* *

36. Au sujet de la première condition préalable, à savoir les négociations auxquelles il est fait référence dans la clause compromissoire, la Cour fait observer qu'elles sont à distinguer des simples protestations ou contestations, et supposent que l'une des parties ait véritablement cherché à engager un dialogue avec l'autre, en vue de régler le différend. Si les parties ont cherché à négocier ou ont entamé des négociations, cette condition préalable n'est réputée remplie que lorsque la tentative de négocier a été vaine ou que les négociations ont échoué, sont devenues inutiles ou ont abouti à une impasse. Pour que la condition relative à la négociation préalable prévue par la clause compromissoire d'un traité soit réputée remplie, «ladite négociation doit ... concerner l'objet du différend, qui doit lui-même se rapporter aux obligations de fond prévues par l'instrument en question» (voir *Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie), exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 2011 (I)*, p. 133, par. 161). Au stade actuel de la procédure, la Cour doit d'abord déterminer s'il apparaît que le Qatar a véritablement cherché à mener des négociations avec les Emirats arabes unis en vue de régler le différend qui les oppose au sujet du respect, par ces derniers, des obligations de fond leur incombant au titre de la CIEDR, et si le Qatar les a poursuivies autant qu'il était possible.

37. La Cour note que les Parties n'ont pas contesté que des questions relatives aux mesures que les Emirats arabes unis ont prises au mois de juin 2017 ont été soulevées par des représentants du Qatar à plusieurs reprises dans des enceintes internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies, en présence de représentants des Emirats arabes unis. Ainsi, au cours de la trente-septième session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, en février 2018, le ministre qatarien des affaires étrangères s'est référé aux «violations des droits de l'homme causées par le blocus injuste et les mesures coercitives unilatérales imposées à [son] pays, qui ont été confirmées par le ... rapport de la mission technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme», et les Emirats arabes unis ont, de concert avec Bahreïn, l'Arabie saoudite et l'Egypte, publié une déclaration conjointe «en réponse aux observations» formulées par le ministre qatarien.

38. La Cour observe en outre que, dans une lettre datée du 25 avril 2018 et adressée au ministre d'Etat des affaires étrangères des Emirats arabes unis, le ministre d'Etat des affaires étrangères du Qatar, se référant aux violations alléguées résultant des mesures prises par les Emirats arabes unis à partir du 5 juin 2017, a déclaré qu'«il [était] nécessaire d'engager des négociations afin de mettre un terme à ces violations et à leurs effets dans un délai ne dépassant pas deux semaines». Elle considère que cette lettre contenait une offre du Qatar de négocier avec les Emirats arabes unis au sujet du respect, par ces derniers, des obligations de fond que leur impose la CIEDR. Au vu de ce qui précède, et étant donné que le défendeur n'a pas répondu à cette invitation formelle de négocier, la Cour est d'avis que les questions soulevées en la présente espèce n'avaient pas pu être réglées par voie de négociation au moment du dépôt de la requête.

39. La Cour en vient maintenant à la seconde condition préalable énoncée à l'article 22 de la CIEDR, qui a trait aux «procédures expressément prévues par la convention». Elle rappelle que, aux termes de l'article 11 de cet instrument, «[s]i un Etat partie estime qu'un autre Etat également partie n'applique pas les dispositions de la présente convention», il peut appeler l'attention du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur la question. La Cour note que le Qatar a, le 8 mars 2018, adressé au Comité une communication au titre de l'article 11 de la convention. Elle observe toutefois que le demandeur ne se fonde pas sur cette communication aux fins de démontrer que la Cour a compétence *prima facie* en la présente espèce. Quoique les Parties soient en désaccord sur le point de savoir si les négociations et le recours aux procédures visées à l'article 22 de la CIEDR constituent des conditions préalables alternatives ou cumulatives auxquelles il doit être satisfait avant toute saisine de la Cour, cette dernière est d'avis qu'elle n'a pas à se prononcer sur cette question à ce stade de la procédure (voir *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 125-126, par. 60). La Cour n'estime pas non plus nécessaire, aux fins du présent examen, de déterminer si un principe *electa una via* ou une exception de litispendance seraient applicables dans le cas d'espèce.

40. Au vu de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, la Cour estime que les conditions procédurales préalables à sa saisine énoncées à l'article 22 de la CIEDR apparaissent, à ce stade, avoir été remplies.

4. Conclusion quant à la compétence *prima facie*

41. A la lumière de ce qui précède, la Cour conclut que, *prima facie*, elle a compétence en vertu de l'article 22 de la CIEDR pour connaître de l'affaire dans la mesure où le différend entre les Parties concerne «l'interprétation ou l'application» de cette convention.

*

* *

42. La Cour relève que les Emirats arabes unis ont affirmé que le Qatar devait démontrer que ses ressortissants avaient épuisé les voies de recours internes avant qu'il ne la saisisse, le demandeur, quant à lui, ayant contesté que l'épuisement des voies de recours internes constituât une condition préalable à sa saisine en l'espèce. Elle observe que, en la présente procédure, le Qatar fait valoir ses droits en invoquant des violations de la CIEDR qui auraient été commises par les Emirats arabes unis. Elle note encore que les Emirats arabes unis n'ont pas fait état de voies de recours internes effectives ouvertes aux Qatariens qui n'auraient pas été épuisées. La Cour considère que, à ce stade de la procédure relative à une demande en indication de mesures conservatoires, elle n'a pas à examiner la question de l'épuisement des voies de recours internes.

II. LES DROITS DONT LA PROTECTION EST RECHERCHÉE ET LES MESURES SOLLICITÉES

43. Le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires que la Cour tient de l'article 41 de son Statut a pour objet de sauvegarder, dans l'attente de sa décision sur le fond de l'affaire, les droits de chacune des parties. Il s'ensuit que la Cour doit se préoccuper de sauvegarder par de telles mesures les droits que l'arrêt qu'elle aura ultérieurement à rendre pourrait reconnaître à l'une ou à l'autre des parties. Aussi ne peut-elle exercer ce pouvoir que si elle estime que les droits allégués par la partie demanderesse sont au moins plausibles (voir, par exemple, *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 126, par. 63).

44. Cependant, à ce stade de la procédure, la Cour n'est pas appelée à se prononcer définitivement sur le point de savoir si les droits que le Qatar souhaite voir protégés existent ; il lui faut seulement déterminer si les droits que le Qatar revendique au fond et dont il sollicite la protection sont plausibles. En outre, un lien doit exister entre les droits dont la protection est recherchée et les mesures conservatoires demandées (*ibid.*, par. 64).

* *

45. Dans sa requête, le Qatar revendique des droits qu'il estime tenir des articles 2, 4, 5, 6 et 7 de la CIEDR. Dans sa demande en indication de mesures conservatoires, pour identifier les droits dont il sollicite la protection dans l'attente de la décision sur le fond de l'affaire, le Qatar se réfère aux articles 2, 4, 5 et 6 de la convention et, au cours de la procédure orale qui s'est tenue sur sa demande, il s'est également référé à l'article 7 de la convention. Lors de ces audiences, le Qatar a fait grief aux Emirats arabes unis de violer l'interdiction des expulsions collectives qui leur est faite par la convention, d'entraver l'exercice des droits de l'homme fondamentaux des Qatariens qui sont reconnus aux articles 2 et 5, d'inciter à la haine et aux préjugés raciaux et de s'abstenir d'en condamner l'expression, en violation des articles 4 et 7, et de refuser aux Qatariens la protection et les voies de recours effectives contre les actes de discrimination raciale qui sont prévues à l'article 6.

46. Le Qatar déclare que les droits allégués sont plausibles dans la mesure où ils sont «fondés sur une interprétation possible» de l'instrument invoqué. Selon lui, «la plausibilité des droits revendiqués ... tient à» la définition de la discrimination raciale énoncée au paragraphe 1 de l'article premier de la convention. Le Qatar soutient que «les mesures imposées par les Emirats arabes unis depuis le 5 juin 2017 et par la suite affichent clairement leur but : la discrimination raciale fondée sur l'origine nationale». Lors du second tour d'observations orales, il a ajouté que «la CIEDR ne saurait être interprétée comme ne s'appliquant pas aux comportements discriminatoires fondés sur la nationalité ou l'origine nationale des Qatariens». Il estime que «[s]es demandes ... relativement au traitement discriminatoire par lequel les Emirats arabes unis visent massivement les Qatariens et seulement les Qatariens sont liées à des droits plausibles dont la protection exige l'indication de mesures conservatoires».

47. S'agissant des éléments de preuve avancés pour démontrer la plausibilité des droits qu'il revendique, le Qatar se réfère en particulier au rapport de décembre 2017 établi par la mission technique dépêchée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (ci-après le «HCDH»), laquelle a conclu que les mesures mises en place par les Emirats arabes unis «risqu[aient] d'entraver durablement l'exercice, par les personnes touchées, de leurs droits de l'homme et libertés fondamentales». Il soutient, en conclusion, que les droits qu'il revendique répondent clairement à la condition de plausibilité.

*

48. Les Emirats arabes unis soutiennent pour leur part que, à travers sa demande et sa tentative de justifier les mesures sollicitées, le Qatar donne une interprétation abusivement large de plusieurs des obligations énumérées à l'article 5 de la convention, et que, en conséquence, les droits dont il cherche à se prévaloir ne sont pas plausibles. Ils plaident que la définition de la «discrimination raciale» contenue au paragraphe 1 de l'article premier de la CIEDR ne s'applique pas aux différences de traitement fondées sur la «nationalité actuelle» (voir le paragraphe 24 plus haut).

49. Les Emirats arabes unis soutiennent également que l'absence d'éléments de preuve étayant les prétentions qatariennes jette le doute sur la plausibilité des droits revendiqués par le Qatar. En particulier, ils font valoir que le rapport de la mission technique du HCDH porte sur des événements survenus il y a plus de sept mois et que sa pertinence eu égard aux circonstances actuelles est hautement contestable.

* *

50. La Cour note que la CIEDR impose aux Etats parties un certain nombre d'obligations en ce qui concerne l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. L'article premier de la CIEDR définit comme suit la discrimination raciale :

«toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique».

Les articles 2, 4, 5, 6 et 7 de la convention, que le Qatar invoque, se lisent comme suit :

«Article 2

1. Les Etats parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer toute forme de discrimination raciale et à favoriser l'entente entre toutes les races, et, à cette fin :

- a) Chaque Etat partie s'engage à ne se livrer à aucun acte ou pratique de discrimination raciale contre des personnes, groupes de personnes ou institutions et à faire en sorte que toutes les autorités publiques et institutions publiques, nationales et locales, se conforment à cette obligation ;
- b) Chaque Etat partie s'engage à ne pas encourager, défendre ou appuyer la discrimination raciale pratiquée par une personne ou une organisation quelconque ;
- c) Chaque Etat partie doit prendre des mesures efficaces pour revoir les politiques gouvernementales nationales et locales et pour modifier, abroger ou annuler toute loi et toute disposition réglementaire ayant pour effet de créer la discrimination raciale ou de la perpétuer là où elle existe ;
- d) Chaque Etat partie doit, par tous les moyens appropriés, y compris, si les circonstances l'exigent, des mesures législatives, interdire la discrimination raciale pratiquée par des personnes, des groupes ou des organisations et y mettre fin ;
- e) Chaque Etat partie s'engage à favoriser, le cas échéant, les organisations et mouvements intégrationnistes multiraciaux et autres moyens propres à éliminer les barrières entre les races, et à décourager ce qui tend à renforcer la division raciale.

2. Les Etats parties prendront, si les circonstances l'exigent, dans les domaines social, économique, culturel et autres, des mesures spéciales et concrètes pour assurer comme il convient le développement ou la protection de certains groupes raciaux ou d'individus appartenant à ces groupes en vue de leur garantir, dans des conditions d'égalité, le plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ces mesures ne pourront en aucun cas avoir pour effet le maintien de droits inégaux ou distincts pour les divers groupes raciaux, une fois atteints les objectifs auxquels elles répondaient.

.....

Article 4

Les Etats parties condamnent toute propagande et toutes organisations qui s'inspirent d'idées ou de théories fondées sur la supériorité d'une race ou d'un groupe de personnes d'une certaine couleur ou d'une certaine origine ethnique, ou qui prétendent justifier ou encourager toute forme de haine et de discrimination raciales, ils s'engagent à adopter immédiatement des mesures positives destinées à éliminer toute incitation à une telle discrimination, ou tous actes de discrimination, et, à cette fin, tenant compte des principes formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et des droits expressément énoncés à l'article 5 de la présente Convention, ils s'engagent notamment :

- a) A déclarer délits punissables par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, toute incitation à la discrimination raciale, ainsi que tous actes de violence, ou provocation à de tels actes, dirigés contre toute race ou tout groupe de personnes d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique, de même que toute assistance apportée à des activités racistes, y compris leur financement ;
- b) A déclarer illégales et à interdire les organisations ainsi que les activités de propagande organisée et tout autre type d'activité de propagande qui incitent à la discrimination raciale et qui l'encouragent et à déclarer délit punissable par la loi la participation à ces organisations ou à ces activités ;
- c) A ne pas permettre aux autorités publiques ni aux institutions publiques, nationales ou locales, d'inciter à la discrimination raciale ou de l'encourager.

Article 5

Conformément aux obligations fondamentales énoncées à l'article 2 de la présente Convention, les Etats parties s'engagent à interdire et à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et à garantir le droit de chacun à l'égalité devant la loi sans distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique, notamment dans la jouissance des droits suivants :

- a) Droit à un traitement égal devant les tribunaux et tout autre organe administrant la justice ;
- b) Droit à la sûreté de la personne et à la protection de l'Etat contre les voies de fait ou les sévices de la part soit de fonctionnaires du gouvernement, soit de tout individu, groupe ou institution ;
- c) Droits politiques, notamment droit de participer aux élections — de voter et d'être candidat — selon le système du suffrage universel et égal, droit de prendre part au gouvernement ainsi qu'à la direction des affaires publiques, à tous les échelons, et droit d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques ;

- d) Autres droits civils, notamment :
- i) Droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat ;
 - ii) Droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ;
 - iii) Droit à une nationalité ;
 - iv) Droit de se marier et de choisir son conjoint ;
 - v) Droit de toute personne, aussi bien seule qu'en association, à la propriété ;
 - vi) Droit d'hériter ;
 - vii) Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ;
 - viii) Droit à la liberté d'opinion et d'expression ;
 - ix) Droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques ;
- e) Droits économiques, sociaux et culturels, notamment :
- i) Droits au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à la protection contre le chômage, à un salaire égal pour un travail égal, à une rémunération équitable et satisfaisante ;
 - ii) Droit de fonder des syndicats et de s'affilier à des syndicats ;
 - iii) Droit au logement ;
 - iv) Droit à la santé, aux soins médicaux, à la sécurité sociale et aux services sociaux ;
 - v) Droit à l'éducation et à la formation professionnelle ;
 - vi) Droit de prendre part, dans des conditions d'égalité, aux activités culturelles ;
- f) Droit d'accès à tous lieux et services destinés à l'usage du public, tels que moyens de transport, hôtels, restaurants, cafés, spectacles et parcs.

Article 6

Les Etats parties assureront à toute personne soumise à leur juridiction une protection et une voie de recours effectives, devant les tribunaux nationaux et autres organismes d'Etat compétents, contre tous actes de discrimination raciale qui, contrairement à la présente Convention, violeraient ses droits individuels et ses libertés fondamentales, ainsi que le droit de demander à ces tribunaux satisfaction ou réparation juste et adéquate pour tout dommage dont elle pourrait être victime par suite d'une telle discrimination.

Article 7

Les Etats parties s'engagent à prendre des mesures immédiates et efficaces, notamment dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et de l'information, pour lutter contre les préjugés conduisant à la discrimination raciale et favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre nations et groupes raciaux ou ethniques, ainsi que pour promouvoir les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la présente Convention.»

51. La Cour rappelle, comme elle l'a déjà fait par le passé dans d'autres affaires concernant la CIEDR, qu'il existe une corrélation entre le respect des droits des individus, les obligations incombant aux Etats parties au titre de la CIEDR et le droit qu'ont ceux-ci de demander l'exécution de ces obligations (voir *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*, mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017, p. 135, par. 81).

52. La Cour note que les articles 2, 4, 5, 6 et 7 de la CIEDR visent à protéger les individus contre la discrimination raciale. En conséquence, dans le contexte d'une demande en indication de mesures conservatoires, un Etat partie à la CIEDR ne peut se prévaloir des droits que les articles susmentionnés lui confèrent que si les actes dont il tire grief semblent constituer des actes de discrimination raciale au sens de l'article premier de la convention.

53. A cet égard, la Cour rappelle sa conclusion selon laquelle il n'y a pas lieu pour elle de trancher, à ce stade de la procédure, la divergence de vues exprimée par les Parties quant au point de savoir si l'expression «origine nationale» contenue au paragraphe 1 de l'article premier de la CIEDR englobe la discrimination fondée sur la «nationalité actuelle» (voir le paragraphe 27 ci-dessus).

54. En l'espèce, au vu des éléments de preuve que les Parties ont produits devant elle, la Cour relève qu'il apparaît que les mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 visaient uniquement les Qatariens et non les autres non-ressortissants résidant sur le territoire des Emirats arabes unis. Elle observe également que ces mesures étaient dirigées à l'encontre de tous les Qatariens résidant aux Emirats arabes unis, sans considération de la situation individuelle des personnes concernées. Il appert donc que certains des actes dont le Qatar tire grief peuvent constituer des actes de discrimination raciale au sens de la convention. En conséquence, la Cour conclut qu'au moins certains des droits revendiqués par le Qatar au titre de l'article 5 de la CIEDR sont plausibles. Tel est le cas, par exemple, s'agissant de la discrimination raciale prétendument subie dans l'exercice de droits tels que le droit de se marier et de choisir son conjoint, le droit à l'éducation, ainsi que le droit à la liberté de circulation et le droit d'accès à la justice.

* *

55. La Cour en vient maintenant à la question du lien entre les droits revendiqués et les mesures conservatoires sollicitées.

* *

56. Le Qatar soutient que l'ensemble des mesures demandées présente clairement un lien avec les divers droits découlant de la CIEDR dont il demande la protection, et notamment avec l'interdiction générale de la discrimination raciale, avec l'interdiction des discours haineux, ainsi qu'avec la jouissance des droits civils et politiques ou encore des droits économiques, sociaux et culturels consacrés à l'article 5 de la convention.

*

57. Les Emirats arabes unis, quant à eux, affirment que le lien devant exister entre les droits invoqués et les mesures sollicitées fait défaut. En particulier, ils plaident que le but principal des mesures conservatoires demandées est la levée des restrictions qui seraient imposées aux Qatariens souhaitant entrer sur le territoire des Emirats arabes unis ; or, de leur point de vue, les mesures réclamées ne sont pas, en tant que telles, suffisamment liées aux droits dont le Qatar soutient qu'ils sont en cause ici.

* *

58. La Cour a déjà conclu (voir le paragraphe 54 plus haut) qu'au moins certains des droits revendiqués par le Qatar au titre de l'article 5 de la CIEDR étaient plausibles. Elle rappelle que l'article 5 proscrie la discrimination dans l'exercice de divers droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. La Cour considère que les mesures sollicitées par le Qatar (voir le paragraphe 11 plus haut) visent non seulement à ce que les Qatariens ne soient plus collectivement expulsés du territoire des Emirats arabes unis, mais aussi à protéger d'autres droits particuliers qui sont énoncés à l'article 5 de la CIEDR.

59. La Cour conclut, en conséquence, qu'il existe un lien entre les droits dont la protection est recherchée et les mesures conservatoires sollicitées par le Qatar.

III. LE RISQUE DE PRÉJUDICE IRRÉPARABLE ET L'URGENCE

60. La Cour tient de l'article 41 de son Statut le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires lorsqu'un préjudice irréparable risque d'être causé aux droits en litige dans une procédure judiciaire (voir, par exemple, *Jadhav (Inde c. Pakistan), mesures conservatoires, ordonnance du 18 mai 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 243, par. 49 ; *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 136, par. 88).

61. Le pouvoir de la Cour d'indiquer des mesures conservatoires ne sera toutefois exercé que s'il y a urgence, c'est-à-dire s'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits en litige avant que la Cour ne rende sa décision définitive (*Jadhav (Inde c. Pakistan), mesures conservatoires, ordonnance du 18 mai 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 243, par. 50 ; *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 136, par. 89). La condition d'urgence est remplie dès lors que les actes susceptibles de causer un préjudice irréparable peuvent «intervenir à tout moment» avant que la Cour statue sur le fond (*Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France), mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2016, C.I.J. Recueil 2016 (II)*, p. 1169, par. 90). La Cour doit donc rechercher si pareil risque existe à ce stade de la procédure.

62. La Cour n'a pas, aux fins de sa décision sur la demande en indication de mesures conservatoires, à établir l'existence de violations de la CIEDR, mais doit déterminer si les circonstances exigent l'indication de mesures conservatoires à l'effet de protéger des droits conférés par cet instrument. Elle n'est pas habilitée, à ce stade, à conclure de façon définitive sur les faits, et sa décision sur la demande en indication de mesures conservatoires laisse intact le droit de chacune des Parties de faire valoir à cet égard ses moyens au fond.

* *

63. Le Qatar plaide que le préjudice irréparable est le corollaire naturel de la violation des droits qui sont en cause en l'espèce et que nulle décision de la Cour sur le fond, quelle que soit la date de son prononcé, ne pourra «effacer» l'intégralité des dommages occasionnés et «rétablir» le *statu quo ante*. Il est d'avis que, dans la présente affaire, la Cour n'a pas à déterminer s'il existe un risque de préjudice irréparable à ces droits, puisqu'il ressort du dossier que pareil préjudice existe à l'heure actuelle et perdure manifestement, par suite du refus des Emirats arabes unis de se conformer à la CIEDR. Le Qatar souligne donc le caractère continu des violations des droits fondamentaux invoqués, à savoir le droit de circuler librement et de choisir sa résidence, le droit à la réunification familiale, le droit à l'éducation, le droit au travail, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le droit à la santé, le droit à la liberté de religion, le droit à la propriété privée et le droit d'avoir accès aux juridictions des Emirats arabes unis pour obtenir la protection des biens et avoirs qatariens ou contester toute mesure discriminatoire. Le Qatar souligne que les

«conséquences durables» que la violation continue du droit de circuler librement et de choisir sa résidence emporte sur le droit au travail et sur le droit d'accès aux biens, ainsi que sur le droit à la réunification familiale, ont été reconnues dans le rapport de la mission technique dépêchée par le HCDH et sont, en conséquence, «indéniable[s]». Citant un rapport d'Amnesty International daté du 5 juin 2018, le Qatar estime que, depuis un an, la situation ne s'est pas améliorée et que ceux qui résident dans la région demeurent face à un avenir incertain. Il conclut que, le préjudice étant actuel et constant, la condition de l'imminence est elle aussi manifestement remplie.

64. Le Qatar soutient que les Emirats arabes unis ont choisi d'ignorer toutes les demandes de négociation visant la levée des mesures discriminatoires. Il se réfère en particulier aux 13 exigences formulées par les Emirats arabes unis le 23 juin 2017, auxquelles sont venues se greffer six autres demandes le 5 juillet 2017, qui tendent notamment à ce que le Qatar aligne son action militaire, politique, sociale et économique sur celle des autres pays arabes et du Golfe, sans quoi les mesures discriminatoires ne seront pas levées. Le Qatar affirme que, ce faisant, les Emirats arabes unis ont aggravé le différend. Il soutient que, étant donné que les Emirats arabes unis refusent de suspendre ou de révoquer leurs mesures illicites, le peuple qatarien pourrait subir indéfiniment des violations de ses droits, ainsi que le préjudice et les souffrances qui en résultent. Il estime que des mesures conservatoires «sont donc requises d'urgence pour ... obliger [les Emirats arabes unis] à respecter leurs obligations internationales au titre de la CIEDR».

*

65. Les Emirats arabes unis démentent l'existence d'un risque de préjudice irréparable aux droits que le demandeur tient de la CIEDR. Mettant en doute la fiabilité et l'indépendance des éléments de preuve produits par le Qatar devant la Cour, ils affirment que les Qatariens continuent de jouir pleinement de tous les droits qui sont légalement reconnus à toutes les personnes résidant ou séjournant sur le territoire des Emirats arabes unis. S'ils ne nient pas avoir rompu, pour des raisons de sécurité nationale, leurs relations avec le Qatar, en particulier au vu du soutien qu'ils lui reprochent d'apporter au terrorisme et à l'extrémisme, ils affirment que la déclaration du 5 juin 2017, par laquelle leur ministère des affaires étrangères a annoncé que les Qatariens devaient quitter le pays dans un délai de 14 jours avec interdiction d'y revenir, a été soigneusement mesurée, de sorte qu'elle ait la moindre incidence possible sur la population qatarienne. Les Emirats arabes unis soutiennent qu'en réalité leur gouvernement n'a pris aucune mesure judiciaire pour expulser les Qatariens qui n'étaient pas partis à l'expiration du délai de 14 jours; seuls les Qatariens souhaitant entrer aux Emirats arabes unis se sont vu imposer des restrictions, à savoir l'obligation de demander une autorisation préalable, laquelle leur a presque toujours été accordée. Les Emirats arabes unis ajoutent que des dispositions ont été prises pour remédier à la séparation des familles qatariennes. Ainsi, par une directive présidentielle publiée le 6 juin 2017, les autorités ont reçu pour instruction de tenir compte de la situation humanitaire des familles mixtes, et une ligne téléphonique spéciale a été mise en place pour aider les personnes concernées et garantir que des solutions appropriées soient recherchées. Les Emirats arabes unis font valoir que, même si la Cour devait conclure que leurs actes font peser un risque de préjudice sur les droits invoqués par le Qatar, ledit préjudice ne serait pas irréparable.

66. Les Emirats arabes unis font valoir en outre que la situation n'est pas urgente, contrairement à ce qu'affirme le Qatar. Rappelant qu'ils ont déjà pris, pour y remédier, les dispositions décrites ci-dessus au paragraphe 65, ils font observer de plus que le Qatar a déposé sa demande en indication de mesures conservatoires le 11 juin 2018, soit plus d'un an après la publication de la déclaration par laquelle le ministère des affaires étrangères des Emirats arabes unis demandait aux Qatariens de quitter le pays dans les 14 jours.

* *

67. La Cour estime que certains des droits en cause dans la présente procédure — en particulier plusieurs de ceux qui sont garantis aux alinéas *a)*, *d)* et *e)* de l'article 5 de la CIEDR — sont de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait se révéler irréparable (voir *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 138, par. 96). Au vu des éléments de preuve qui lui ont été présentés par les Parties, elle est d'avis que les Qatariens qui résidaient aux Emirats arabes unis avant le 5 juin 2017 apparaissent se trouver toujours dans une situation de vulnérabilité pour ce qui est des droits qu'ils tiennent de l'article 5 de la convention.

68. A ce sujet, la Cour relève qu'à la suite de la déclaration du 5 juin 2017, par laquelle le ministère des affaires étrangères des Emirats arabes unis a annoncé que les Qatariens devaient quitter le territoire dans un délai de 14 jours avec interdiction de retour, nombre de Qatariens résidant aux Emirats arabes unis à cette date ont apparemment été contraints de quitter leur lieu de résidence sans possibilité de retour. Elle constate que cette situation semble avoir entraîné un certain nombre de conséquences dont les effets, pour les personnes concernées, paraissent persister à ce jour : des familles mixtes qatari-émiriennes ont été séparées ; des étudiants qatariens n'ont pu terminer leurs études aux Emirats arabes unis ni en poursuivre ailleurs parce que les universités des Emirats arabes unis refusaient de leur communiquer leur dossier universitaire ; et des Qatariens ont été privés d'une égalité d'accès devant les tribunaux et autres organes judiciaires des Emirats arabes unis.

69. Ainsi que la Cour l'a déjà fait observer, les personnes contraintes de quitter leur domicile sans possibilité de retour peuvent, en fonction des circonstances, courir un risque grave de préjudice irréparable (*Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 15 octobre 2008, C.I.J. Recueil 2008*, p. 396, par. 142). La Cour est d'avis qu'un préjudice peut être considéré comme irréparable lorsqu'il touche des personnes séparées de leur famille, de manière temporaire ou potentiellement continue, qui, de ce fait, endurent une souffrance psychologique ; lorsqu'il touche des élèves ou étudiants qui sont empêchés de se présenter à des examens parce qu'ils ont été obligés de partir ou qui ne peuvent poursuivre leurs études parce que les écoles ou universités refusent de leur communiquer leur dossier scolaire ou universitaire ; et lorsqu'il touche des personnes qui sont empêchées de comparaître dans le cadre d'une procédure ou de contester toute mesure qu'elles jugent discriminatoire.

70. La Cour note que, en réponse à une question posée par l'un de ses membres au terme de la procédure orale, les Emirats arabes unis ont assuré qu'après la déclaration faite le 5 juin 2017 par leur ministère des affaires étrangères, aucune décision d'expulsion touchant des Qatariens n'avait été prise en application de la loi sur l'immigration. La Cour note cependant qu'il apparaît, au vu des éléments de preuve à sa disposition, qu'à la suite de cette déclaration, les Qatariens se sont sentis obligés de quitter les Emirats arabes unis, subissant en conséquence les atteintes caractérisées à leurs droits qui sont décrites plus haut. De plus, les Emirats arabes unis n'ayant entrepris aucune démarche officielle pour retirer les mesures du 5 juin 2017, la situation demeure inchangée en ce qui concerne la jouissance, par les Qatariens, de leurs droits susmentionnés sur le territoire des Emirats arabes unis.

71. La Cour estime par conséquent qu'il existe un risque imminent que les mesures adoptées par les Emirats arabes unis, telles que décrites plus haut, puissent causer un préjudice irréparable aux droits invoqués par le Qatar, tels qu'ils ont été définis par la Cour (voir le paragraphe 54 ci-dessus).

IV. CONCLUSION ET MESURES À ADOPTER

72. La Cour conclut de l'ensemble des considérations qui précèdent que les conditions auxquelles son Statut subordonne l'indication de mesures conservatoires sont réunies. Il y a donc lieu pour elle d'indiquer, dans l'attente de sa décision définitive, certaines mesures visant à protéger les droits revendiqués par le Qatar, tels qu'ils ont été identifiés précédemment (voir le paragraphe 54 ci-dessus).

73. La Cour rappelle que, lorsqu'une demande en indication de mesures conservatoires lui est présentée, elle a le pouvoir, en vertu de son Statut, d'indiquer des mesures en tout ou en partie différentes de celles qui sont sollicitées. Le paragraphe 2 de l'article 75 de son Règlement mentionne expressément ce pouvoir, qu'elle a déjà exercé en plusieurs occasions par le passé (voir, par exemple, *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*, mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017, p. 139, par. 100).

74. En la présente espèce, ayant examiné le libellé des mesures conservatoires demandées par le Qatar ainsi que les circonstances de l'affaire, la Cour estime que les mesures à indiquer n'ont pas à être identiques à celles qui sont sollicitées.

75. Rappelant aux Emirats arabes unis qu'ils sont tenus de s'acquitter des obligations leur incombant au titre de la CIEDR, la Cour considère que, s'agissant de la situation décrite précédemment, les Emirats arabes unis doivent, dans l'attente de la décision finale en l'affaire et conformément aux obligations que leur impose la convention, veiller à ce que les familles qatariennes séparées par suite des mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 soient réunies ; que les étudiants qatariens affectés par les mesures adoptées par les

Emirats arabes unis le 5 juin 2017 puissent terminer leurs études aux Emirats arabes unis ou obtenir leur dossier scolaire ou universitaire s'ils souhaitent étudier ailleurs ; et que les Qatariens affectés par les mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 puissent avoir accès aux tribunaux et autres organes judiciaires de cet Etat.

76. La Cour rappelle que le Qatar l'a priée d'indiquer des mesures destinées à prévenir toute aggravation du différend l'opposant aux Emirats arabes unis. Lorsqu'elle indique des mesures conservatoires à l'effet de sauvegarder des droits particuliers, la Cour peut aussi indiquer de telles mesures en vue d'empêcher l'aggravation ou l'extension du différend si elle estime que les circonstances l'exigent (voir *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*, mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017, p. 139, par. 103). En l'espèce, ayant examiné l'ensemble des circonstances, la Cour estime nécessaire d'indiquer, en sus des mesures particulières précédemment décidées, une mesure supplémentaire adressée aux deux Parties, visant à prévenir toute aggravation du différend entre elles.

*

* *

77. La Cour réaffirme que ses «ordonnances indiquant des mesures conservatoires au titre de l'article 41 [du Statut] ont un caractère obligatoire» (*LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2001, p. 506, par. 109) et créent donc des obligations juridiques internationales pour toute partie à laquelle ces mesures sont adressées.

*

* *

78. La Cour réaffirme en outre que la décision rendue en la présente procédure ne préjuge en rien la question de sa compétence pour connaître du fond de l'affaire, ni aucune question relative à la recevabilité de la requête ou au fond lui-même. Elle laisse intact le droit des Gouvernements du Qatar et des Emirats arabes unis de faire valoir leurs moyens à cet égard.

*

* *

79. Par ces motifs,

LA COUR,

Indique à titre provisoire les mesures conservatoires suivantes :

1) Par huit voix contre sept,

Les Emirats arabes unis doivent veiller à ce que

- i) les familles qatari-émiriennes séparées par suite des mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 soient réunies ;
- ii) les étudiants qatariens affectés par les mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 puissent terminer leurs études aux Emirats arabes unis ou obtenir leur dossier scolaire ou universitaire s'ils souhaitent étudier ailleurs ; et
- iii) les Qatariens affectés par les mesures adoptées par les Emirats arabes unis le 5 juin 2017 puissent avoir accès aux tribunaux et autres organes judiciaires de cet Etat ;

POUR : M. Yusuf, *président* ; Mme Xue, *vice-présidente* ; MM. Abraham, Bennouna, Cançado Trindade, Mme Sebutinde, M. Robinson, *juges* ; M. Daudet, *juge ad hoc* ;

CONTRE : MM. Tomka, Gaja, Bhandari, Crawford, Gevorgian, Salam, *juges* ; M. Cot, *juge ad hoc* ;

2) Par onze voix contre quatre,

Les deux Parties doivent s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend dont la Cour est saisie ou d'en rendre le règlement plus difficile.

POUR : M. Yusuf, *président* ; Mme Xue, *vice-présidente* ; MM. Tomka, Abraham, Bennouna, Cançado Trindade, Gaja, Mme Sebutinde, MM. Bhandari, Robinson, *juges* ; M. Daudet, *juge ad hoc* ;

CONTRE : MM. Crawford, Gevorgian, Salam, *juges* ; M. Cot, *juge ad hoc*.

Fait en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-trois juillet deux mille dix-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de l'Etat du Qatar et au Gouvernement des Emirats arabes unis.

Le président,
(Signé) Abdulqawi Ahmed YUSUF.

Le greffier,
(Signé) Philippe COUVREUR.

MM. les juges TOMKA, GAJA et GEVORGIAN joignent une déclaration commune à l'ordonnance ; M. le juge CANÇADO TRINDADE joint à l'ordonnance l'exposé de son opinion individuelle ; MM. les juges BHANDARI, CRAWFORD et SALAM joignent à l'ordonnance les exposés de leur opinion dissidente ; M. le juge *ad hoc* COT joint à l'ordonnance l'exposé de son opinion dissidente.

(Paraphé) A.A. Y.

(Paraphé) Ph. C.

JOINT DECLARATION OF JUDGES TOMKA, GAJA AND GEVORGIAN

Dispute should prima facie fall within the scope of the treaty containing the compromissory clause — Factors to be taken into account for the purposes of the prohibition of racial discrimination — “National origin” not identical to “nationality” — Discrimination based on nationality does not prima facie fall within the scope of CERD.

We have not been able to support the Court’s Order for the reasons explained below. Our vote, however, does not imply that we have no understanding for the humanitarian considerations underlying a call that the mixed Qatari–Emirati families remain united or, if they were separated, be able to reunite, that Qatari students be able to continue their studies in the United Arab Emirates (hereinafter “UAE”) or elsewhere and that Qataris have access, in case of need, to tribunals and other judicial organs in the UAE. We do hope that the rights of these people are respected. However, we believe that certain legal requirements for the Court to indicate provisional measures are not met in the present case.

1. When assessing prima facie its jurisdiction and the plausibility of the rights invoked by the requesting Party in view of the adoption of provisional measures, the Court has to ascertain that prima facie the dispute falls within the scope of the treaty that contains the compromissory clause conferring jurisdiction on the Court and that the claimed rights are plausibly based on that treaty. Thus, for instance, in *Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)* the Court found that “prima facie, a dispute capable of falling within the provisions of the Convention against Transnational Organized Crime and therefore concerning the interpretation or the application of Article 4 of that Convention d[id] not exist” (*Provisional Measures, Order of 7 December 2016, I.C.J. Reports 2016 (II)*, p. 1160, para. 50). Similarly, in *Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)*, the Court concluded that “the conditions required for the indication of provisional measures in respect of the rights alleged by Ukraine on the basis of the ICSFT are not met” (*Provisional Measures, Order of 19 April 2017, I.C.J. Reports 2017*, p. 132, para. 76).

2. In the present case, Qatar alleges certain violations by the UAE of obligations under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (hereinafter “CERD”), which contains in Article 22 a compromissory clause with respect to disputes concerning the interpretation or application of CERD.

3. The basis of the alleged discrimination in the treatment of individuals by the UAE of which Qatar has complained consists in the Qatari nationality of the persons concerned. However, CERD only applies to some specific factors of discrimination: “race, colour, descent, or national or ethnic origin”. Nationality is not listed in Article 1, paragraph 1, among the bases of discrimination to which CERD applies.

4. When the Convention considers “national origin” as one of the prohibited bases for discrimination, it does not refer to nationality. In our view, the two terms are not identical and should not be understood as synonymous. The *travaux préparatoires* support this view and indicate that States sought to exclude distinction on the basis of nationality from the scope of CERD. In the discussions of the draft Convention in the Third Committee of the General Assembly, an amendment specifying that “the expression ‘national origin’ does not mean ‘nationality’ or ‘citizenship’” was withdrawn by their sponsors, but this was done only in favour of the final text of Article 1, which evidently was considered to make matters equally clear (United Nations,

doc. A/6181, pp. 12-13). The omission of a reference to nationality may be easily explained. Should CERD be considered as covering also discrimination based on nationality, the Convention would be a far-reaching instrument, that contains a clause providing that, with regard to the wide array of civil rights that are protected under CERD, all foreigners must be treated by the host State in the same way as nationals of the State who enjoy the most favourable treatment.

5. The CERD Committee has taken the view — in particular, in paragraph 4 of its General Recommendation No. XXX on discrimination against non-citizens — that the Convention should be interpreted as covering also differences of treatment on the basis of nationality. However, the CERD Committee has not stated in as many words that nationality is equivalent to national origin. It has rather identified certain conditions for the prohibition of discrimination that are specific to nationality and immigration and do not apply when the bases of discrimination listed in Article 1, paragraph 1, are in question. It would be difficult to give weight to this view of the CERD Committee since it gives no reason for its interpretation that different treatment based on nationality constitutes racial discrimination under CERD, albeit only to a certain extent.

6. It is true that, when Article 1, paragraph 2, sets forth that CERD does not apply to differences of treatment between citizens and non-citizens, it does not exclude that the Convention applies to differences between a group of foreigners and another group of foreigners. However, even in that case, in order to be relevant under CERD, discrimination must rest on one of the bases listed in Article 1, paragraph 1. Differences of treatment of persons of a specific nationality may target persons who also have a certain ethnic origin and therefore would come under the purview of CERD, but this possibility has not been suggested by Qatar.

7. These remarks lead to the conclusion that the dispute of which the Court is seised does not fall prima facie within the scope of CERD and that the rights that are invoked under CERD are not plausible. This does not mean that the conduct of the UAE could not be viewed as inconsistent with other rules of international law, but in the present case the Court is called to examine only the claims put forward under CERD.

(Signed) Peter TOMKA.

(Signed) Giorgio GAJA.

(Signed) Kirill GEVORGIAN.

SEPARATE OPINION OF JUDGE CANÇADO TRINDADE

Table of Contents

	<i>Paragraphs</i>
I. <i>Prolegomena</i>	1
II. A New Era of International Adjudication of Human Rights Cases by the ICJ.....	7
III. The Relevance of the Fundamental Principle of Equality and Non-Discrimination.....	9
IV. Non-Discrimination and the Prohibition of Arbitrariness.....	22
V. Arguments of the Parties in the Public Hearings before the Court.....	33
VI. Questions Put to the Parties in the Public Hearings before the Court.....	37
1. Questions and Answers.....	37
2. General Assessment: <i>Rationale</i> of the Local Remedies Rule in International Human Rights Protection.....	48
3. General Assessment: Implications of a Continuing Situation.....	57
VII. The Correct Understanding of Compromissory Clauses under Human Rights Conventions.....	62
VIII. Vulnerability of Segments of the Population.....	68
IX. Towards the Consolidation of the Autonomous Legal Regime of Provisional Measures of Protection.....	74
X. International Law and the Temporal Dimension.....	78
XI. Provisional Measures of Protection in Continuing Situations.....	82
XII. Epilogue: A Recapitulation.....	94

I. PROLEGOMENA.

1. I have concurred, with my vote, for the adoption today, 23 July 2018, by the International Court of Justice (ICJ), of the present Order indicating Provisional Measures of Protection in the case of the *International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination [CERD]* (Qatar versus United Arab Emirates - UAE). The ICJ has rightly ordered today, with my support, provisional measures of protection, under the CERD Convention. Additionally, as I attribute great importance to some related issues in the *cas d'espèce*, that in my perception underlie the present decision of the ICJ but are left out of the Court's reasoning, I feel obliged to leave on the records, in the present Separate Opinion, the identification of such issues and the foundations of my own personal position thereon.

2. I do so, under the merciless pressure of time, moved by a sense of duty in the exercise of the international judicial function, even more so as some of the lessons I extract from the matter forming the object of the present decision of the Court are not explicitly dealt with in the Court's reasoning in the present Order. This grows in importance in a case, like the present one (and two other cases before - cf. *infra*), lodged with the ICJ under a core human rights treaty like the CERD Convention.

3. This being so, I shall develop my reflections, initially, in the following sequence: a) a new era of international adjudication of human rights cases by the ICJ; b) the relevance of the fundamental principle of equality and non-discrimination; and c) non-discrimination and the prohibition of arbitrariness. I shall then examine the arguments made by the contending Parties in the public hearings before the ICJ, and the written responses they presented to the questions that I have deemed it fit to put to them; following that, I shall provide my general assessment as to the *rationale* of the local remedies rule in international human rights protection, and as to implications of a continuing situation.

4. Following that, I shall develop my further reflections on the remaining points to consider, namely: a) the correct understanding of compromissory clauses under human rights Conventions; b) vulnerability of segments of the population; c) towards the consolidation of the autonomous legal regime of provisional measures of protection; d) international law and the temporal dimension; and e) provisional measures of protection in continuing situations. Last but not least, in an epilogue, I shall conclude with a recapitulation of the key points of the position I sustain in the present Separate Opinion.

5. To start with, may I recall that, in a relatively brief period of time (2011-2018), the *cas d'espèce* on *Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* (CERD Convention - Qatar versus UAE) is the third case lodged with the International Court of Justice (ICJ) under the United Nations CERD Convention: the present Order follows chronologically the Court's decisions in the cases of *Georgia versus Russian Federation* (preliminary objections, 2011)¹ and of *Ukraine versus Russian Federation* (provisional measures of protection, 2017)².

6. In addition to those three cases under the CERD Convention, there have been other cases brought before the ICJ, and decided by it, along the last eight years, concerning also other human rights treaties. May I recall, in this respect, the case on questions relating to the *Obligation to Prosecute or Extradite* (merits, 2012), under the U.N. Convention against Torture. Another example is provided by the case of *A.S. Diallo* (merits, 2010, and reparations, 2012), in respect of, *inter alia*, the U.N. Covenant on Civil and Political Rights (cf. *infra*).

II. A NEW ERA OF INTERNATIONAL ADJUDICATION OF HUMAN RIGHTS CASES BY THE ICJ.

7. To the ICJ's Judgment on the merits (of 30.11.2010) on the case of *A.S. Diallo*, opposing Guinea to D.R. Congo, I appended a Separate Opinion, wherein, *inter alia*, I deemed it fit to draw attention to the advent of a new era of international adjudication of human rights cases by the ICJ (paras. 232-245). In particular, - I singled out, - that was the first time in its history that "the World Court has expressly taken into account the contribution of the case-law of two international human rights tribunals, the European and the Inter-American Courts, to the perennial struggle of human beings against *arbitrariness*". In effect, - I added, - paragraph 65 of its Judgment referred to "the

¹ ICJ's Judgment of 01.04.2011, - preceded by the ICJ's Order of provisional measures of protection, of 15.10.2008, wherein the Court acknowledged that there was an ongoing unresolved problem in the conflict in the region, and the persons affected remained vulnerable (paras. 142-143).

² ICJ's Order of 19.04.2017, to which I appended a Separate Opinion; earlier, to the ICJ's Judgment of 01.04.2011 I appended a Dissenting Opinion.

protection of the human person against arbitrary treatment, encompassing the prohibition of arbitrary expulsion³” (para. 237). I then concluded that

“(…) It is indeed reassuring that the ICJ has disclosed a new vision of this particular issue, in so far as international human rights tribunals are concerned. This is particularly important at a time when States rely, in their submissions to this Court, on relevant provisions of human rights conventions, as both Guinea and the D.R. Congo have done in the present case, in their arguments centred on the U.N. Covenant on Civil and Political Rights and the African Charter on Human and Peoples’ Rights (in addition to the relevant provision of the Vienna Convention on Consular Relations, in the framework of the international protection of human rights).

This is not the only example wherein this has occurred. On 29 May 2009, the ICJ delivered its Order (on provisional measures) in the case concerning *Questions Relating to the Obligation to Prosecute or Extradite*, wherein Belgium and Senegal presented their submissions concerning the interpretation and application of the relevant provisions of the 1984 U.N. Convention against Torture. And, very recently, a few days ago, in the public sittings before this Court of 13 to 17 September 2010, Georgia and the Russian Federation submitted their oral arguments in the case concerning the *Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*, another U.N. human rights treaty. It is reassuring that States begin to rely on human rights treaties before this Court, heralding a move towards an era of possible adjudication of human rights cases by the ICJ itself. The international juridical conscience has at last awakened to the fulfillment of this need.

The ICJ, in the exercise of its contentious as well as advisory functions in recent years, has referred either to relevant provisions of a human rights treaty such as the Covenant on Civil and Political Rights, or to the work of its supervisory organ, the Human Rights Committee. These antecedents are not to pass unnoticed, in acknowledging the turning-point which has just occurred in the present case of *A.S. Diallo*: the Court, in the Judgment being delivered today, 30 November 2010, has gone much further, beyond the United Nations system, in acknowledging the contribution of the jurisprudential construction of two other international tribunals, the Inter-American [IACtHR] and the European [ECtHR] Courts of Human Rights. It has also dwelt upon the contribution of an international human rights supervisory organ, the African Commission on Human and Peoples’ Rights. The three regional human rights systems operate within the framework of the universality of human rights. (…)

By cultivating this dialogue, attentive to each other’s work in pursuance of a common mission, contemporary international tribunals will provide avenues not only for States, but also for human beings, everywhere, and in respect of distinct domains of international law, to recover their faith in human justice. They will thus be enlarging and strengthening the aptitude of contemporary international law to resolve disputes occurred not only at *inter-State* level, but also at *intra-State* level. And they will thus be striving towards securing to States as well as to human beings what they are after: the realization of justice” (paras. 241-243 and 245).

³ Particularly relevant, for a study of the right to freedom of movement and residence under Article 22 of the American Convention on Human Rights, are the Judgment of the Inter-American Court of Human Rights (IACtHR) of 15.06.2005, in the case of the *Moiwana Community versus. Suriname* (paras. 107-121), as well as the IACtHR’s Order (on provisional measures of protection), of 18.08.2000, in the case of *Haitians and Dominicans of Haitian-Origin in the Dominican Republic* (paras. 9-11), and Concurring Opinion of Judge A.A. Cançado Trindade (paras. 2-25).

8. In the light of the aforementioned, and bearing in mind all that has been happening here at the *Grande Salle de Justice* in the Peace Palace at The Hague in the last nine years, one is to acknowledge that we are already *within* the new era of international adjudication of human rights cases by the ICJ. The present case of *Application of the CERD Convention (Qatar versus UAE)* bears witness of that. Having pointed this out, I can now move to the next point to consider in this Separate Opinion, namely, the relevance of the fundamental principle of equality and non-discrimination.

III. THE RELEVANCE OF THE FUNDAMENTAL PRINCIPLE OF EQUALITY AND NON-DISCRIMINATION.

9. In the *cas d'espèce*, Qatar's *Request for the Indication of Provisional Measures of Protection* (of 11.06.2018) identifies the rights it seeks to protect against discriminatory measures that "violate the customary international law principle of non-discrimination as well as the specific obligations enumerated in CERD [Convention] Articles 2, 4, 5, 6, 7" (p. 8, para. 12)⁴. The principle of equality and non-discrimination lies indeed in the foundations of the protected rights under the CERD Convention. This is a point which should have been attentively addressed by the contending parties in the course of the current proceedings⁵, which were largely consumed by diverting attention to points with no bearing at all on the consideration of provisional measures of protection under a human rights Convention.

10. This being so, I feel obliged to fill the gap, as I nourish the hope that this unfortunate diversion does not happen again in cases of the kind before the ICJ, where the applicable law is a human rights Convention, and not at all diplomatic protection rules. It is the principle of equality and non-discrimination which here calls for attention, there being no place for devising or imagining new "preconditions" for the consideration of provisional measures of protection under a human rights Convention; it makes no sense to intermingle at this stage the consideration of provisional measures with so-called "plausible admissibility" (cf. section VI, *infra*).

11. In focusing attention, thus, on the principle of equality and non-discrimination, it should not pass unnoticed, to start with, that the idea of human equality marked presence already in the origins of the law of nations (*droit des gens*), well before finding expression in the international instruments which conform its *corpus juris gentium*, as known in our times. The idea of *human equality* was underlying the original conception of the *unity of human kind* (present, for example, in the pioneering thinking of Francisco de Vitoria and Bartolomé de Las Casas in the XVIth century).

12. The fundamental principle of equality and non-discrimination is nowadays a basic pillar of the U.N. CERD Convention, and of the whole *corpus juris* of the International Law of Human Rights. The expression of such principle emanated from human conscience, and projected itself in the evolving law of nations from the XVIIth to the XXIst centuries. The principle of equality and non-discrimination has a long history, accompanying the historical formation and evolution of the law of nations itself.

13. By the mid-XXth century, the 1948 Universal Declaration of Human Rights proclaimed that "[a]ll human beings are born free and equal in dignity and rights. They are endowed with reason and conscience and should act towards one another in a spirit of brotherhood" (Article 1). It

⁴ Cf. likewise Qatar's *Application Instituting Proceedings* (of 11.06.2018) p. 41, para. 58; and cf. p. 50, para. 65.

⁵ There are three brief references, in the oral pleadings of Qatar, to the principle of respect for the "dignity and equality inherent in all human beings"; cf. ICJ, CR 2018/12, of 27.06.2018, pp. 32, 35 and 59.

added that “[a]ll are equal before the law and are entitled without any discrimination to equal protection of the law. All are entitled to equal protection against any discrimination in violation of this Declaration and against any incitement to such discrimination” (Article 7).

14. And the 1945 Charter of the United Nations began by asserting the determination of “the peoples of the United Nations” to “reaffirm faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and of nations large and small” (second preambular paragraph). Nowadays, the fundamental principle of equality and non-discrimination lies also in the foundations of the Law of the United Nations itself.

15. The gradual consolidation of the mechanisms of international protection of human rights, moreover, has much contributed to a growing awareness of the importance of the prevalence of the basic principle of equality and non-discrimination. Certain expressions were to emerge (e.g., “equality before the law” and “equal protection of the law”), on the basis of human values, and associated to the corresponding obligations of States Parties to human rights treaties.

16. Supervisory organs of such treaties have been giving their constant contribution - of growing importance - to the prohibition of the discrimination *de facto* or *de jure*, in their faithful exercise of their functions of protection of the human person⁶. The obligation of non-discrimination as related to the substantive rights protected under those treaties draws attention to the *positive obligations* of the States Parties to secure the protection of the human beings under their jurisdiction against the discrimination in all ambits of human relations⁷.

17. For its part, the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, for example, has in this respect issued *General Recommendations* orienting its own interpretation of the relevant provisions of the CERD Convention. Among them, there are those which have an incidence in the consideration of the present case of *Application of the CERD Convention (Qatar versus UAE)*, namely: General Recommendation n. 30 (of 19.08.2004), on discrimination against non-citizens; General Recommendation n. 35 (of 26.09.2013), on combatting racist hate speech; General Recommendation n. 25 (of 20.03.2000), on gender-related dimensions of racial discrimination; General Recommendation n. 22 (of 23.08.1996), on Article 5 of the CERD Convention in relation to refugees and displaced persons.

18. The advances in respect of the basic principle of equality and non-discrimination at normative and jurisprudential levels⁸, have not, however, been accompanied by the international legal doctrine, which so far has not dedicated sufficient attention to that fundamental principle; it stands far from guarding proportion to its importance both in theory and practice of Law. This is one of the rare examples of international case-law preceding international legal doctrine, and requiring from it due and greater attention.

⁶ Cf., e.g., A.A. Cançado Trindade, “Address to the U.N. Human Rights Committee on the Occasion of the Commemoration of Its 100th Session”, 29 *Netherlands Quarterly of Human Rights* (2011) pp. 131-137.

⁷ Including at inter-individual level; cf. W. Vandenhoe, *Non-Discrimination and Equality in the View of the U.N. Human Rights Treaty Bodies*, Antwerpen/Oxford, Intersentia, 2005, pp. 23 and 215.

⁸ To the study of which I have dedicated my extensive book: A.A. Cançado Trindade, *El Principio Básico de Igualdad y No-Discriminación: Construcción Jurisprudencial*, 1st. ed., Santiago de Chile, Ed. Librotecnia, 2013, pp. 39-748.

19. A significant jurisprudential advance is found in the ground-breaking Advisory Opinion n. 18 (of 17.09.2003) of the IACtHR, on the *Juridical Condition and Rights of Undocumented Migrants*, upholding the view that the fundamental principle of equality and non-discrimination had entered the realm of *jus cogens*, thus enlarging its material content (paras. 97-101 and 110-111)⁹. In the IACtHR's understanding, States cannot discriminate, nor tolerate discriminatory situations to the detriment of those persons; they had a duty to guarantee them the due process of law, irrespective of their migratory status. States can no longer subordinate or condition the observance of the principle of equality before the law and non-discrimination to the objectives of their migratory or other policies.

20. For my part, I focused on this significant jurisprudential advance in my Concurring Opinion appended to the aforementioned Advisory Opinion n. 18 of the IACtHR, wherein I stressed, in support of the Court's position, the relevance of the basic principle of equality and non-discrimination, enlarging the material content of *jus cogens*, and permeating, - together with other general principles of law, - the whole juridical order itself, conforming its substratum (paras. 44-46, 52-58, 65 and 72)¹⁰. Without such principles, there is ultimately no legal order at all. I developed my whole reasoning in the line of jusnaturalist thinking, - which marked the origins and historical evolution of the law of nations (*droit des gens*), - in the framework of the *civitas maxima gentium* and of the universality of the human kind.

21. The path was then paved for jurisprudential developments also in the international adjudication of contentious cases pertaining to the basic principle of equality and non-discrimination¹¹. In effect, this fundamental principle has been addressed - in Judgments on contentious cases as well as in Advisory Opinions - in face of *social marginalization* (IACtHR, cases of *Servellón-García and Others*, 2006, and of *Indigenous Community Sawhoyamaya*, 2006); of *prohibition of arbitrariness* (ICJ, case of *A.S. Diallo*, merits, 2010, and reparations, 2012; Advisory Opinion on the *Declaration of Independence of Kosovo*, 2010; and case concerning the *CERD Convention*, 2011), as well as in face of *procedural equality* (IACtHR, case *Loayza Tamayo*, 1997; and ICJ, Advisory Opinion on *Judgment of the ILO Administrative Tribunal on a Complaint against IFAD*, 2012).

⁹ The IACtHR upheld that, accordingly, any discriminatory treatment of undocumented migrants or aliens would generate the international responsibility of States.

¹⁰ For a study of the matter, cf., e.g., A.A. Cançado Trindade, "Le déracinement et la protection des migrants dans le Droit international des droits de l'homme", 19 *Revue trimestrielle des droits de l'homme* - Bruxelles (2008) n. 74, pp. 289-328.

¹¹ Ever since the IACtHR upheld, in its Advisory Opinion n. 18 (of 17.09.2003), that the fundamental principle of equality and non-discrimination entered into the domain of *jus cogens* (*supra*), in the adjudication of successive contentious cases I stressed the need to enlarge further the material content of *jus cogens*, so as to encompass likewise the right of access to justice, and fulfill the pressing needs of protection of the human person. I did so, *inter alia*, in my Separate Opinion (dedicated on the right of access to justice *lato sensu*) in the Court's Judgment (of 31.01.2006) in the case of the *Massacre of Pueblo Bello versus Colombia*, drawing attention to the utmost importance of the right of access to justice *lato sensu*, encompassing its full realisation (para. 64). I further stressed, on successive occasions, the special needs of protection of victims in situations of vulnerability; cf. A.A. Cançado Trindade, *El Ejercicio de la Función Judicial Internacional - Memorias de la Corte Interamericana de Derechos Humanos*, 5th. rev. ed., Belo Horizonte, Edit. Del Rey, 2018, ch. XXIV, pp. 219-226.

IV. NON-DISCRIMINATION AND THE PROHIBITION OF ARBITRARINESS.

22. The protection being sought before the ICJ in the *cas d'espèce*, under the CERD Convention, is furthermore against arbitrary measures, against arbitrariness. Brief references were made to this in the course of the present oral pleadings before the ICJ¹². This point has not escaped the attention of other international tribunals, under other human rights Conventions: for example, *inter alia*, in its Judgment (merits, of 03.07.2014) on the case of *Georgia versus Russia*, the European Court of Human Rights (ECtHR) singled out the duty under the European Convention on Human Rights (ECHR) “to protect the individual from arbitrariness”, and found that the arrests and detentions that preceded “collective” expulsions (of nationals of the applicant State) amounted to “an administrative practice” in breach of Article 5(1) and (4) of the ECHR (paras. 182 and 186-188).

23. Subsequently, in its Judgment (merits, of 23.08.2016) on the case of *J.K. and Others versus Sweden*, concerning expulsion of non-citizens (the applicants being Iraqi nationals), the ECtHR held that, if deported, they would face a risk of being subjected to treatment in breach of Article 3 of the ECHR (para. 123) in the destination country. In effect, non-discrimination and the prohibition of arbitrariness are a point which cannot be overlooked, also in a wider framework, in time and space. After all, in the relations between human beings and public power, arbitrariness is an issue which has marked presence everywhere along the history of humankind. It has been a source of concern along the centuries. This is why the tragedies written and performed in ancient Greece remain so contemporary in our days, after so many centuries.

24. Suffice it here to recall, e.g., in Sophocles’s *Antigone* (441 b.C.), the arbitrariness of the ruler Creon’s decree prohibiting Antigone to bury the corpse of one of her deceased brothers (Polynices), and her determination nevertheless to do so in pursuance of justice; or else further to recall, some years later, e.g., in Euripides’s *Suppliant Women* (424-419 b.C.), the arbitrariness that led to the grief and lamentation of the women whose deceased children had been separated from them, and their corpses then needed to be buried.

25. Sophocles’s *Antigone*, in particular, has been rewritten, in successive centuries, by several other authors, bearing in mind their respective contemporary manifestations of arbitrariness. Although the ancient Greeks had eyes mainly for justice rather than law (and only later on, Romans of the ancient Empire began to distinguish between law and justice), there are those who seek to associate the tragedy of Sophocles with the seeds or origins of the distinction between natural law and positive law.

26. In any case, arbitrariness, as history shows, is unfortunately part of human nature, and the discrimination that ensues therefrom is both *de facto* and *de jure*. If we look at the world nowadays, marked by a serious crisis of values, we can see, in all continents, the inhumane split of families in frontiers, in particular those of migrants or non-citizens. Positive law alone cannot solve the problems created at times by itself, to the detriment of human beings in situations of vulnerability (cf. *infra*). Law and justice go together, they are indissociable, in the line of the more lucid jusnaturalist thinking.

27. It is important to keep those ancient Greek tragedies in mind also to face the so-called “globalization”, - a misleading and false neologism *en vogue* in the XXIst century. Such neologism

¹² Cf., on the part of the applicant State, ICJ, doc. CR 2018/12, of 27.06.2018, pp. 22-23; ICJ, doc. CR 2018/14, of 29.06.2018, p. 30.

hides the marginalization and social exclusion of increasingly greater segments of the population (including migrants). Frontiers have been opened to capitals and goods, but are sadly being closed down to human beings (with split of families, and new walls, fences and detention centres, in distinct continents).

28. The material progress of some has been accompanied by the exploitation of many (including undocumented migrants). Some human beings (especially power-holders) have placed most fellow human beings in a scale of priority inferior to that attributed to capitals and goods. Nothing has been learned from sufferings of past generations; hence the need to remain attached to the goal of the realization of justice, bearing in mind that law and justice go indissociably together. The ICJ has a mission to keep on endeavouring to contribute to a *humanized* law of nations, in the dehumanized world of our days.

29. In my aforementioned Separate Opinion appended to the ICJ's Judgment on the case of *A.S. Diallo* (merits, of 30.11.2010), - concerning the arbitrary detentions followed by expulsion of a foreigner from his country of residence, - I devoted an entire section (VI) of it to "The Prohibition of *Arbitrariness* in the International Law of Human Rights" (paras. 107-142), wherein I examined the doctrinal development and the jurisprudential construction on the matter. I pondered, *inter alia*, that, as human rights treaties

"conform a *Law of protection* (a *droit de protection*), oriented towards the safeguard of the ostensibly weaker party, the victim, it is not at all surprising that the prohibition of *arbitrariness* (...) covers arrests and detentions, as well as other acts of the public power, such as expulsions" (para. 109).

30. Such has in fact been the understanding of international tribunals entrusted with the interpretation and application of human rights treaties, - like the ICJ in the present case of the *Application of the CERD Convention* (Qatar versus UAE). As I pointed out in that Separate Opinion in the case of *A.S. Diallo*, the case-law of international human rights tribunals is quite clear in this respect. No one can be deprived of liberty in an arbitrary way (cf. e.g., ECtHR, case of *Amuur versus France*, Judgment of 25.06.1996). No one can be detained or arrested, even when this is considered as "legal", when it is incompatible with the provisions of human rights treaties and carried out with arbitrariness (e.g., IACtHR, case of the "*Street Children*" - *Villagrán Morales and Others versus Guatemala*, merits, Judgment of 19.11.1999; cases of *Bámaca Velásquez* and of *Maritza Urrutia versus Guatemala*, Judgments of 25.11.2000 and of 27.11.2003, respectively).

31. The prohibition of arbitrariness, - I proceeded, - stands not only in respect of the right to personal liberty, but also in relation to all other rights protected under human rights treaties¹³, so as to secure the prevalence of the rule of law (*la prééminence du droit*). Epistemologically, this is the correct posture in this respect, given the universally acknowledged interrelatedness and indivisibility of all human rights. Arbitrariness amounts, in effect, to an *abus de pouvoir* on the part of the State agents. Accordingly, a domestic law or an administrative act, concerning migrants or non-citizens, cannot be applied when incompatible with the provisions of human rights treaties.

¹³ Such as, e.g. the right not to be expelled arbitrarily from a country, the right to a fair trial, the right to respect for private and family life, the right to an effective remedy, or any other protected right.

32. And in that Separate Opinion, I concluded, on the extent of the prohibition of arbitrariness, that

“Human nature being what it is, everyone needs to guard protection against arbitrariness on the part of State authorities. In a wider horizon, human beings need protection ultimately against themselves, in their relations with each other. There is hardly any need to require an express provision to the effect of prohibiting arbitrariness in respect of distinct rights, or else to require the insertion of the adjective ‘arbitrary’ in distinct provisions, in order to enable the exercise of protection against arbitrariness, in any circumstances, under human rights treaties. The letter together with the spirit of those provisions under human rights treaties, converge in pointing to the same direction: the absolute prohibition of arbitrariness, under the International Law of Human Rights as a whole. Underlying this whole matter is the imperative of access to justice *lato sensu*, the *right to the Law (le droit au Droit, el derecho al Derecho)*, the right to the realization of justice in a democratic society” (para. 142).

V. ARGUMENTS OF THE PARTIES IN THE PUBLIC HEARINGS BEFORE THE COURT.

33. The prohibition of arbitrariness brings to the fore the issue of the *vulnerability* of those affected by discriminatory measures. Before examining this point (cf. section VII, *infra*), may I now turn to the arguments of the parties during the oral pleadings which have just taken place before the ICJ. In the course of the public hearings (first round) before the Court, the applicant State presented (on 27.06.2018) its own understanding of the factual context of the *cas d’espèce* within a temporal dimension.

34. Qatar argued that the “collective expulsion” of Qataris from the UAE as a discriminatory measure was ongoing, affecting continuously some of their rights under the CERD Convention (e.g., with the separation of families and loss of work); this was leading to the prolongation and indefinite duration¹⁴ of harm or damage, in the human tragedy¹⁵ of the numerous and vulnerable victims¹⁶. There was need for urgent regard to human suffering; the *continuing vulnerability* of segments of the population required urgently, in its view, provisional measures of protection.

35. In the following public hearings before the Court (still first round, on 28.06.2018), the respondent State did not address such issue of a *continuing situation* raised by Qatar; the UAE focused instead on other aspects, attempting to minimize and dismiss the request for provisional measures of protection¹⁷. It consumed much of the time of those public hearings raising the point (responded by the applicant State - *infra*), *inter alia*, of the rule of exhaustion of local remedies¹⁸.

36. In the second and last round of public hearings before the Court (on 29.06.2018) the local remedies rule continued to be addressed, this time by both the applicant State, in response to the

¹⁴ ICJ, CR 2018/12, of 27.06.2018, pp. 16-19, 22, 29-30, 38-40, 42, 46, 50, 52-58 and 62-64 (on the continuity of violations).

¹⁵ *Ibid.*, pp. 59-60 (on the “tragedy of the victims”).

¹⁶ *Ibid.*, pp. 61-62 (on the “vulnerability of the population”).

¹⁷ ICJ, CR 2018/13, of 28.06.2018, p. 15 (on “uncertainty of facts”), p. 31 (on “*prima facie* determination on the admissibility of the claims” and so-called plausibility of admissibility), and pp. 22-35 (on pre-conditions of admissibility).

¹⁸ *Ibid.*, pp. 28-35.

argument of the respondent State, and by this latter once again¹⁹. The applicant State, furthermore, consistently reiterated its understanding of a *continuing situation* of ongoing alleged violations of human rights requiring “humanitarian considerations”²⁰.

VI. QUESTIONS PUT TO THE PARTIES IN THE PUBLIC HEARINGS BEFORE THE COURT.

1. Questions and Answers.

37. Those arguments advanced by the contending parties led me to address the following questions to both of them, at the end of the public hearings (on 29.06.2018):

“1. Does the local remedies rule have the same *rationale* in diplomatic protection and in international human rights protection? Does the *effectiveness* of local remedies have an incidence under the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination and other human rights treaties?

2. Is it necessary to address the so-called plausibility of rights in face of a *continuing situation* allegedly affecting the rights protected under a human rights treaty like the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination?

3. What are the implications or effects, if any, of the existence of a *continuing situation* allegedly affecting rights protected under a human rights Convention, for requests of provisional measures of protection?”²¹.

38. In the course of the following week, the contending parties provided the Court with their respective written answers (of 03.07.2018) to my questions, first, as to the *rationale* of the local remedies rule in diplomatic protection and in international human rights protection, and then, on the implications of a continuing situation. In respect of the *first question*, the applicant State, in its detailed written answer, first recalled that international human rights supervisory organs have stressed that the local remedies rule here requires “actual redress” for victims of human rights violations, determining the obligation of States Parties to human rights treaties to provide them with effective remedies²². And it proceeded:

“This added element of ‘actual redress’ finally echoes the differences in the function of the local remedies rule in both systems, illustrated by Judge Cançado Trindade’s seminal 1983 monograph on the subject²³. In diplomatic protection, the local remedies rule ensures that disputes are not elevated onto the international plane before the authorities of the offending State have had an adequate opportunity to address them by their own means. It can thus be said that in diplomatic protection, the local remedies rule operates *preemptively*.

In international human rights protection, the focus of the rule is different. As explained above, under most major international human rights instruments, States

¹⁹ Cf., on the part of Qatar, ICJ, CR 2018/14, of 29.06.2018, pp. 17-20; and cf., on the part of the UAE, ICJ, CR 2018/15, of 29.06.2018, pp. 17-18.

²⁰ Cf., on the part of Qatar, ICJ, CR 2018/14, of 29.06.2018, pp. 36-37 and 39-41.

²¹ *Id.*: ICJ, CR 2018/15, of 29.06.2018, p. 45.

²² ICJ, doc. 2018/24, of 03.07.2018, response in letter of Qatar, pp. 1-2, paras. 3-4.

²³ See A.A. Cançado Trindade, *The Application of the Rule of Exhaustion of Local Remedies in International Law* (1983), pp. 39, 51-52, 56.

have bound themselves to international obligations to respect and ensure human rights, including by subjecting those obligations to the scrutiny of national tribunals and other State institutions. By asking that such tribunals and other State institutions be resorted to before the violations are entrusted to the international machinery for their implementation, the rule thus operates *protectively*^{24,25}.

39. And the applicant State added that, under the CERD Convention and all other major human rights treaties, the local remedies rule only applies if remedies are effective, this being in accordance with general international law; the “principle of effectiveness” is here “fully applicable”²⁶. In view of the foregoing, it submitted that “although there is a certain degree of overlap in the *rationale* of the local remedies rule in the fields of diplomatic protection and international human rights protection, in the latter, the rule is also underscored by an element of ‘actual redress’. Such redress must, furthermore, be effective”²⁷.

40. For its part, the respondent State, in its brief written answer to the first question, also of 03.07.2018, argued that the rule of exhaustion of local remedies has the “same rationale” underlying it in the two contexts of “broadened” diplomatic protection and in international human rights protection²⁸. Yet, it added, under the CERD Convention and other human rights treaties, and under general international law, the effectiveness of local remedies is a component of that rule, which, e.g., determines that such remedies cannot be “unreasonably prolonged”²⁹.

41. As to the *second question*, the applicant State contended that the purpose of the inquiry on “plausibility” of rights, as found in the Court’s recent case-law, is a “limited one”, not engaging “in any extensive evidentiary inquiry” and not undertaking any “in-depth factual assessment” at the stage of provisional measures; it can only be “a very low threshold”³⁰. It added that such very low threshold applies, whether the Court puts the requisite “in terms of ‘plausibility of rights’ or ‘vulnerability of populations’” to be protected under a human rights treaty like the CERD Convention³¹.

42. The respondent State, for its part, accepted that “violations of human rights” in a “continuing situation” have to be “of concern to the Court”. However, - it added, - the issue would “have to be placed within the vision of the Court”, i.e., in its view,

“Only States can be parties before the Court in contentious proceedings and the Court when called upon to adjudicate upon a matter has to do so in the light of the rights and duties of those States that are before the Court seeking a legal determination”³².

²⁴ This added purpose for the local remedies rule necessarily informs its application under the Convention and other human rights treaties, as Qatar will explain at the appropriate stage of these proceedings.

²⁵ ICJ, doc. 2018/24, of 03.07.2018, response in letter of Qatar, p. 3, paras. 5-6.

²⁶ *Ibid.*, pp. 4-6, paras. 7-8 and 11.

²⁷ *Ibid.*, pp. 6-7, para. 12.

²⁸ ICJ, doc. 2018/24, of 03.07.2018, response in letter of the UAE, p. 1.

²⁹ *Ibid.*, p. 2.

³⁰ ICJ, doc. 2018/24, of 03.07.2018, response in letter of Qatar, pp. 10-16, paras. 19, 21, 23 and 28.

³¹ *Ibid.*, pp. 13-16, paras. 26-29.

³² ICJ, doc. 2018/24, of 03.07.2018, response in letter of the UAE, p. 3.

43. The respondent State added that, as part of ensuring the balance between, on the one hand, vulnerable individuals and groups, and, on the other hand, the “adjudication between States in the light of their rights and obligations under international law” has made the Court to have “recourse *inter alia* to the doctrine of plausibility”. This is, in its view, “a necessary hurdle to be surmounted before tackling substantive issues of protection” of the “rights or interests of individuals, groups or States under perceived threat”; in sum, the consideration of the “plausibility of the rights” at issue is “an indispensable preliminary step needed in order to address claimed violations of rights, whatever their origin”³³.

44. As to the *third question*, the applicant State upheld the view that, when there is a *continuing situation* alleged affecting rights protected under a human rights Convention, “the requirement of a real and imminent risk is necessarily satisfied”, and “irreparable prejudice is the natural consequence of restrictions on those rights”³⁴. In such circumstances, “any assessment of risk of harm is necessarily met”, and the evidence provided (reports “showing continuing harm throughout the past thirteen months”, as from 05.06.2017) has been, in its view, “more than sufficient” for the Court “to make a finding of urgency”, given the “imminent risk of irreparable harm”³⁵.

45. For its part, the respondent State argued that, even in case of a continuing situation, the ICJ is to exercise its own functions which are “different from those” of international human rights tribunals at regional levels. Provisional measures, it added cannot be indicated if the Court is not persuaded that the rights invoked are “at least plausible”. In its view, “the existence of a continuing situation allegedly affecting rights protected under a human rights treaty does not as such change or modify the conditions required for the indication of provisional measures of protection”³⁶.

46. Still in the same week, the contending parties provided the Court, two days later, with their additional written comments (of 05.07.2018) to each other’s respective answers (cf. *supra*) to my questions. The applicant State recalled the components of effectiveness of local remedies and redress in the *rationale* of the local remedies rule under human rights treaties, and welcomed the UAE’s acceptance of it as well as of the Court’s need to be “sensitive and attentive” to a continuing situation in breach of human rights, wherein the harm is “not merely imminent by *presently occurring*”, requiring attention also to “the vulnerability of the affected individuals”³⁷.

47. The respondent State, for its part, insisted on the requirement of exhaustion of local remedies, and on its position that “doctrine of plausibility” constitutes a “balance” between the claimed violation of rights and the “procedural requirements” to adjudicate inter-State cases³⁸. Besides questioning the evidence produced, it did not accept the “low threshold” advanced by Qatar, asserting that there “has to be a tangible or plausible basis” for the claims at issue. And it

³³ *Ibid.*, p. 3.

³⁴ ICJ, doc. 2018/24, of 03.07.2018, response in letter of Qatar, p. 17, paras. 31-32.

³⁵ *Ibid.*, pp. 19-20, paras. 35-36.

³⁶ And it added that “[t]he UAE is focused upon the importance of the implementation of binding treaties and the fight against terrorism”. ICJ, doc. 2018/24, of 03.07.2018, response in letter of the UAE, p. 5.

³⁷ ICJ, doc. 2018/25, of 05.07.2018, comment in letter of Qatar, pp. 1-4, paras. 2-5 and 7-8.

³⁸ ICJ, doc. 2018/25, of 05.07.2018, comment in letter of the UAE, pp. 1-3.

concluded that, in its view, there is no “different approach” to the grant of provisional measures of protection in cases under human rights treaties³⁹.

2. General Assessment: *Rationale* of the Local Remedies Rule in International Human Rights Protection.

48. May I now proceed to my own assessment of the arguments surveyed above, presented by the contending parties in their written responses to my questions (*supra*). To start with, in my understanding, the raising of the rule of exhaustion of local remedies at this early stage is surprising, besides regrettable, due to the fact that the present proceedings are on a request for provisional measures of protection, not on admissibility. The local remedies rule is a condition of admissibility of international claims; it cannot be invoked as a precondition for the consideration of urgent requests of provisional measures of protection.

49. The incidence of the local remedies rule in human rights protection is certainly distinct from its application in the practice of diplomatic protection of nationals abroad; the rule at issue is far from having the dimensions of an immutable or sacrosanct principle of international law. Moreover, the two domains - human rights protection and diplomatic protection - are also distinct, and there is nothing to hinder the application of that rule with greater or lesser rigour in such different domains.

50. Its *rationale* is quite distinct in the two contexts. In the domain of the safeguard of the rights of the human person, attention is focused on the need to secure the faithful realization of the object and purpose of human rights treaties, and on the need of effectiveness of local remedies; attention is focused, in sum, on the needs of protection. The *rationale* of the local remedies rule in the context of diplomatic protection is entirely distinct, focusing on the process of exhaustion of such remedies.

51. Local remedies, in turn, form an integral part of the very system of international human rights protection, the emphasis falling on the element of *redress* rather than on the process of exhaustion. The local remedies rule bears witness of the interaction between international law and domestic law in the present context of protection⁴⁰. We are here before a *droit de protection*, with a specificity of its own, fundamentally victim-oriented, concerned with the rights of individual human beings rather than of States. Such rights are accompanied by obligations of States.

52. Generally recognized rules of international law (which the formulation of the local remedies rule in human rights treaties refers to), besides following an evolution of their own in the distinct contexts in which they apply, necessarily undergo, when inserted in human rights treaties, a certain degree of adjustment or adaptation, dictated by the special character of the object and purpose of those treaties and by the widely recognized specificity of the international protection of human rights.

³⁹ *Ibid.*, pp. 4-8.

⁴⁰ Cf. A.A. Cançado Trindade, *The Application of the Rule of Exhaustion of Local Remedies in International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, pp. 1-445; A.A. Cançado Trindade, *O Esgotamento de Recursos Internos no Direito Internacional*, 2nd ed., Brasília, Edit. University of Brasília, 1997, pp. 1-327; A.A. Cançado Trindade, “Origin and Historical Development of the Rule of Exhaustion of Local Remedies in International Law”, 12 *Revue belge de droit international/Belgisch Tijdschrift voor international Recht* - Bruxelles (1976) pp. 499-527.

53. In the handling of successive cases under the CERD Convention, for example, the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD Committee) has deemed it necessary to single out that petitioners are only required to exhaust “remedies that are *effective* in the circumstances” of the *cas d’espèce* (cases of *M. Lacko versus Slovakia*, decision of 09.08.2001, para. 6.2; and of *Zentralrat Deutscher Sinti und Roma et al. versus Germany*, decision of 22.02.2008, para 7.3).

54. In another case (of *D. Durmic versus Serbia and Montenegro*), the CERD Committee pointed out that local remedies need not be exhausted if their application “is unreasonably prolonged” (decision of 06.03.2006, para. 6.5). And, in yet another case (of *D.R. versus Australia*), the CERD Committee considered that none of the proposed local remedies could be effective, and reiterated (decision of 14.08.2009) that

“domestic remedies need not be exhausted if they objectively have no prospect of success. This is the case where under applicable domestic law, the claim would inevitably be dismissed, or where established jurisprudence of the highest domestic tribunals would preclude a positive result” (paras. 6.4-6.5).

55. The local remedies rule has a *rationale* of its own under human rights treaties; this cannot be distorted by the invocation of the handling of inter-State cases in the exercise of diplomatic protection, where the local remedies rule has an entirely distinct *rationale*. The former stresses *redress*, the latter outlines *exhaustion*. One cannot deprive a human rights Convention of its *effet utile* by using the distinct *rationale* of the rule in diplomatic protection.

56. Contemporary international tribunals share the common mission of realization of justice. There is here a fundamental unity of conception and mission. International human rights tribunals, created by Conventions at regional levels, operate within the conceptual framework of the *universality* of human rights. International human rights tribunals have been faithful to the *rationale* of effectiveness of local remedies and redress⁴¹. There is in this respect a *complementarity* in outlook between mechanisms of dispute-settlement at U.N. and regional levels, all operating under the conceptualized universality of the rights inherent to the human person.

3. General Assessment: Implications of a Continuing Situation.

57. In my understanding, the attempt to create another precondition for provisional measures, as from the so-called “plausibility” of rights, is regrettable. The test of so-called “plausibility” of rights is, in my perception, an unfortunate invention - a recent one - of the majority of the ICJ. In the present proceedings, the so-called “plausibility” of admissibility⁴² is a new and additional unfortunate attempt, this time by the respondent State, to invent an additional “precondition” for provisional measures of protection. In a *continuing situation*, the rights requiring protection are clearly known, their being no sense to wonder whether they are “plausible”.

⁴¹ To this effect, cf., for an analysis of the vast case-law of the ECtHR on the matter, e.g., P. van Dijk, F. van Hoof, A. van Rijn and Leo Zwaak, *Theory and Practice of the European Convention on Human Rights*, 4th. ed., Antwerpen/Oxford, Intersentia, 2006, pp. 125-161 and 560-563; D.J. Harris, M. O’Boyle, E.P. Bates and C.M. Buckley, *Law of the European Convention on Human Rights*, 2nd. ed., Oxford, Oxford University Press, 2009, pp. 759-776; as to the case-law of the IACtHR, cf. A.A. Cançado Trindade, *El Agotamiento de los Recursos Internos en el Sistema Interamericano de Protección de los Derechos Humanos*, San José/C.R., IIDH, 1991, pp. 1-60; and as to the case-law of the African Court on Human and Peoples’ Rights (AfCtHPR), cf. M. Löffelmann, *Recent Jurisprudence of the African Court on Human and Peoples’ Rights – Developments 2014 to 2016*, Arusha, Tanzania/Eschborn, Germany, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), 2016, pp.1-63, esp. pp. 5-8, 22, 24-26 and 29-30.

⁴² Cf., on the part of the UAE, ICJ, CR 2018/15, of 29.06.2018, p. 16.

58. In the consideration of the present request for provisional measures of protection in the case of *Application of the CERD Convention (Qatar versus UAE)*, the question of a *continuing situation* allegedly affecting the rights of vulnerable persons has deserved particular attention, mainly on the part of the applicant State (which dwelt upon it), but also on the part of the respondent State. Yet, the handling of the matter consumed much time in addressing points which have nothing to do with provisional measures of protection, - such as the undue invocation of the rule of exhaustion of local remedies at this stage of provisional measures, as well as the undue attempt to link the so-called “plausibility” of rights to the so-called “plausibility” of admissibility, as presumed interrelated requirements.

59. It appears that each one feels free to interpret so-called “plausibility” of rights in the way one feels like; this may be due to the fact that the Court’s majority itself has not elaborated on what such “plausibility” means. To invoke “plausibility” as a new “precondition”, creating undue difficulties for the granting of provisional measures of protection in relation to a *continuing situation*, is misleading, it renders a disservice to the realization of justice. I shall develop further reflections on provisional measures of protection in continuing situations subsequently in the present Separate Opinion (cf. section XI, *infra*).

60. The rights to be protected in the *cas d’espèce* are clearly those invoked under the CERD Convention (Articles 2, 4, 5, 6 and 7). The so-called “plausibility” of rights is surrounded by uncertainties, which are much increased in trying to add to it the so-called “plausibility” of admissibility, undermining provisional measures of protection as jurisdictional guarantees of a preventive character. It is time to awaken and to concentrate attention on the nature of provisional measures of protection, particularly under human rights treaties, to the benefit of human beings experiencing a *continuing situation* of vulnerability affecting their rights.

61. In the present case we are not in face of rights of States; the rights under the CERD Convention are *rights of individuals* (accompanied by obligations of States), irrespective of the matter having been brought to the ICJ by a State Party to the Convention. In doing so, the State Party exercises a collective guarantee under the CERD Convention, making use of its compromissory clause in Article 22, which is not amenable to interpretation raising “preconditions”. The compromissory clause in Article 22 is to be interpreted bearing in mind the object and purpose of the CERD Convention.

VII. THE CORRECT UNDERSTANDING OF COMPROMISSORY CLAUSES UNDER HUMAN RIGHTS CONVENTIONS.

62. I have dwelt upon this particular point in depth in my lengthy Dissenting Opinion in the earlier case on *Application of the CERD Convention (Georgia versus Russian Federation, Judgment of 01.04.2011)*, where the Court upheld the second preliminary objection and found itself without jurisdiction to examine the case. In my Dissenting Opinion (paras. 1-214), I warned at first that the *punctum pruriens iudicii* was the proper understanding of the compromissory clause (Article 22) of the CERD Convention, for which it is necessary to be attentive to the nature and substance of a human rights treaty like the CERD Convention.

63. Regrettably, in that Judgment of 2011, the Court’s majority set a very high threshold (as to the requirement of prior negotiations) for the exercise of jurisdiction on the basis of that human rights treaty, the CERD Convention, losing sight of the *nature* of this important U.N. human rights treaty, endowed with universality. It advanced the view that Article 22 of the CERD Convention establishes “preconditions” to be fulfilled by a State Party before it may have recourse to this

Court, thus rendering access to the ICJ particularly difficult. I added, in my Dissenting Opinion, that this was not in accordance with the Court's (PCIJ and ICJ) own earlier *jurisprudence constante*, which had never ascribed to that factual element the character of a "precondition" that would have to be fully satisfied, for the exercise of its jurisdiction⁴³.

64. It was necessary, - I proceeded, - to turn attention to the sufferings and needs of protection of the affected segments of the population; yet, the Court's majority pursued unfortunately an essentially inter-State, and mostly bilateral, outlook, on the basis of allegedly unfulfilled "preconditions" of its own construction; instead of setting up a higher standard of protection, under the CERD Convention, of individuals in a continuing situation of great vulnerability, it applied, contrariwise, a higher standard of State consent for the exercise of its jurisdiction.

65. One cannot erect, in pursuance of a strictly textual or grammatical reasoning relating to the compromissory clause (Article 22) of the CERD Convention, a mandatory "precondition" for the exercise of the Court's jurisdiction (such as that of prior negotiations), as this amounts to erecting a groundless and most regrettable obstacle to justice. This "precondition", - I proceeded, - finds no support in the Court's own earlier *jurisprudence constante*, nor in the legislative history of the CERD Convention.

66. I then pointed out, in my aforementioned Dissenting Opinion, that, already at the time that the CERD Convention was being elaborated there were those who supported the compulsory settlement of disputes by the Court. Underlying the general rule of treaty interpretation is the principle *ut res magis valeat quam pereat* (the so-called *effet utile*), of much importance in respect of human rights treaties, amongst which the CERD Convention. This latter is a pioneering human rights Convention, endowed with universality, occupying a prominent place in the Law of the United Nations itself. It cannot be a hostage of State consent or discretion (as in the entirely distinct domain of diplomatic protection), in its interpretation and application.

67. Before moving to the next point, may I here add that all obligations under the CERD Convention (including those of providing redress by means of effective local remedies, and of dispute-settlement in inter-State cases thereunder) have a *rationale* of their own, proper of human rights treaties. There was awareness of that since the time of the *travaux préparatoires* of the CERD Convention⁴⁴, so as to secure its effectiveness, and safeguard it from attempts at conceptual deconstruction (such as the devising of additional so-called "preconditions")⁴⁵.

⁴³ Both the PCIJ and the ICJ have been quite clear in holding that an *attempt* of negotiation is sufficient, there being no mandatory "precondition" at all of *resolatory* negotiations for either of them to exercise jurisdiction in a case they had been seized of.

⁴⁴ Cf., on this particular point, e.g., N. Lerner, *The U.N. Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* (reprint revised), Leiden, Brill/Nijhoff, 2014, pp. 81 and 98; A.A. Cançado Trindade, "Exhaustion of Local Remedies under the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination", 22 *German Yearbook of International Law/Jahrbuch für internationale Recht* - Kiel (1979) pp. 374-383;

⁴⁵ Cf. recent assessments by, e.g., M. Dubuy, "Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie), exceptions préliminaires: Un formalisme excessif au service du classicisme?", 57 *Annuaire français de Droit international* (2011) pp. 183-212; P. Thornberry, *The International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination - A Commentary*, Oxford, Oxford University Press, 2016, pp. 472-483 (on Article 22).

VIII. VULNERABILITY OF SEGMENTS OF THE POPULATION.

68. In the present Order that the ICJ has just adopted today, in the case of *Application of the CERD Convention (Qatar versus UAE)*, the Court has correctly granted provisional measures of protection under the CERD Convention, to ensure that families including a Qatari, separated by the measures adopted by the UAE on 05.06.2017, are reunited; that Qatari students, affected by the same measures, complete their education in the UAE, or, if they wish, obtain their educational records to continue their studies elsewhere; and that Qataris, affected by the same measures, have access to national tribunals in the UAE. The CERD Convention itself determines that States Parties are to assure to everyone within their jurisdiction “effective protection and remedies” before national tribunals against any acts of discrimination (Article 6). The provisional measures, as requested in the *cas d’espèce*, become necessary for the protection of persons in a situation of vulnerability.

69. I have already addressed the principle of non-discrimination and the prohibition of arbitrariness (section III, *supra*), and my reflections thereon lead me to the next related point to be here considered. Cases as the present one of *Application of the CERD Convention (Qatar versus UAE)*, like the aforementioned previous cases before the ICJ also under the CERD Convention (as well as under other human rights treaties), disclose the centrality of the position of the human person in the overcoming of the inter-State paradigm in contemporary international law. The request of provisional measures of protection is here intended to put an end to the alleged vulnerability of the affected persons (potential victims).

70. Human beings in vulnerability are the ultimate beneficiaries of compliance with the ordered provisional measures of protection. However vulnerable, they are subjects of international law. We are here before the new paradigm of the *humanized* international law, the new *jus gentium* of our times, sensitive and attentive to the needs of protection of the human person in any circumstances of vulnerability. This is a point which I have been making in successive Individual Opinions in previous decisions of the ICJ; I feel it sufficient only to refer to them now, with no need to extend further thereon in the present Separate Opinion.

71. To summarize it, in my previous Separate Opinion appended to the ICJ’s recent Order (of 19.04.2017) on provisional measures of protection - also under the CERD Convention - in the case of *Ukraine versus Russian Federation*, I pondered:

“As I have been sustaining along the years, time and time again, provisional measures of protection have an *autonomous legal regime* of their own. This being so, it is clear to me that human vulnerability is a test even more compelling than ‘plausibility’ of rights for the indication or ordering of provisional measures of protection. In so acknowledging and sustaining, one is contributing to the ongoing historical process of *humanization* of contemporary international law” (para. 44).

72. Anticipatory in nature, provisional measures of protection are intended to prevent and avoid irreparable harm in situations of gravity (probability of irreparable harm) and urgency. The extreme vulnerability of the affected persons is an aggravating circumstance, rendering such provisional measures imperative. These latter, in my perception, are not “*mesures conservatoires*” (as in traditional, old-fashioned and unsatisfactory language), as they do require *change*, as in the *cas d’espèce*, so as to put an end to a *continuing situation* (cf. *infra*) affecting the rights of persons in utter vulnerability, if not defencelessness.

73. For years I have been sustaining that provisional measures of protection, needed by human beings (under human rights treaties, like the CERD Convention in the *cas d'espèce*), may become even more than *precautionary*, being in effect *tutelary*, particularly for vulnerable persons (potential victims), and directly related to realization of justice itself. Obligations emanating from such ordered measures are not necessarily the same as those ensuing from a Judgment as to the merits (and reparations), they may be entirely distinct (cf. *infra*). Particularly attentive to human beings in situations of vulnerability, provisional measures of protection, endowed with a tutelary character, appear as true jurisdictional guarantees with a preventive dimension.

IX. TOWARDS THE CONSOLIDATION OF THE AUTONOMOUS LEGAL REGIME OF PROVISIONAL MEASURES OF PROTECTION.

74. This is one of the aspects, and a significant one, of what I have been calling, - in several (more than twenty) of my Individual Opinions, successively within two international jurisdictions, in the period 2000-2018⁴⁶, - the needed conformation of the *autonomous legal regime of provisional measures of protection*⁴⁷. As I pointed out in my Dissenting Opinion in an ICJ's Order (of 16.07.2013), - at an early stage of the handling of two merged cases opposing two Central American States, - even

“the notion of victim (or of *potential victim*⁴⁸), or injured party, can (...) emerge also in the context proper to provisional measures of protection, parallel to the merits (and reparations) of the *cas d'espèce*”⁴⁹ (para. 75).

75. I am confident that we are at last moving towards the consolidation of the autonomous legal regime of provisional measures of protection, thus enhancing the preventive dimension of international law. After all, contemporary international tribunals have an important contribution to give to the avoidance or prevention of irreparable harm in situations of urgency, to the ultimate

⁴⁶ Such Individual Opinions on the matter are reproduced in the collections: a) *Judge A.A. Cançado Trindade - The Construction of a Humanized International Law - A Collection of Individual Opinions (1991-2013)*, vol. I (IACtHR), Leiden, Brill/Nijhoff, 2014, pp. 799-852; vol. II (ICJ), Leiden, Brill/Nijhoff, 2014, pp. 1815-1864; vol. III (ICJ), Leiden, Brill/Nijhoff, 2017, pp. 733-764; and b) *Vers un nouveau jus gentium humanisé - Recueil des Opinions Individuelles du Juge A.A. Cançado Trindade [CJ]*, Paris, L'Harmattan, 2018, pp.143-224 and 884-886; and c) *Esencia y Transcendencia del Derecho Internacional de los Derechos Humanos (Votos [del Juez A.A. Cançado Trindade] en la Corte Interamericana de Derechos Humanos, 1991-2008)*, vols. I-III, 2nd. rev. ed., Mexico D.F., Ed. Cám. Dips., 2015, vol. III, pp. 77-399.

⁴⁷ Cf. A.A. Cançado Trindade, *O Regime Jurídico Autônomo das Medidas Provisórias de Proteção*, The Hague/Fortaleza, IBDH/IIDH, 2017, pp. 13-348.

⁴⁸ On the notion of *potential victims* in the framework of the evolution of the notion of victim or the condition of the complainant in the domain of the international protection of human rights, cf. A.A. Cançado Trindade, “Co-Existence and Co-Ordination of Mechanisms of International Protection of Human Rights (At Global and Regional Levels)”, 202 *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye* (1987), ch. XI, pp. 243-299, esp. pp. 271-292.

⁴⁹ Cf. ICJ, (merged) cases of *Certain Activities Carried out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica versus Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River*, Order of 16.07.2013, Dissenting Opinion of Judge Cançado Trindade, para. 75.

benefit of human beings, and to secure due compliance with the ordered provisional measures of protection⁵⁰.

76. The component elements of this autonomous legal regime are: the rights to be protected; the corresponding obligations; the prompt determination of responsibility (in case of non-compliance), with its legal consequences, encompassing the duty of reparation for damages. Rights and obligations concerning provisional measures of protection are not the same as those pertaining to the merits of the cases, and the configuration of responsibility with all its legal consequences is prompt, without waiting for the decision on the merits. The notion of victim (or potential victim) itself – may I stress this point – marks presence already at this stage, irrespective of the decision as to the merits (cf. *supra*).

77. Provisional measures have, in recent years, been protecting growing numbers of persons in situations of vulnerability, transformed into a true jurisdictional *guarantee* of preventive character⁵¹. Hence the autonomy of the international responsibility that non-compliance with them promptly generates. A study of the matter encompasses the general principles of law, always of great relevance⁵². Attention is to be focused on the common mission of contemporary international tribunals of realization of justice⁵³ as from an essentially humanist outlook⁵⁴.

X. INTERNATIONAL LAW AND THE TEMPORAL DIMENSION.

78. A consideration of the aforementioned preventive dimension, furthermore, brings to the fore the time factor, and in particular the relationship between international law and the temporal dimension. Such relationship is an ineluctable one, requiring far more attention than the one dispensed to it by international legal doctrine so far. In effect, the temporal dimension underlies the whole domain of international law, being interpreted and applied within time.

⁵⁰ Cf., to this effect, ICJ, (merged) cases of *Certain Activities Carried out by Nicaragua in the Border Area* (Costa Rica versus Nicaragua) and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River*, Order of 22.11.2013, Separate Opinion of Judge Cançado Trindade, paras. 20-31 and 40. - The right of access to justice, also in the present domain (cf. para. 68, *supra*), is to be understood *lato sensu*, encompassing not only the formal access to a competent tribunal, but also the due process of law (equality of arms), and the faithful compliance with the decision; for a general study, cf. A.A. Cançado Trindade, *El Derecho de Acceso a la Justicia en Su Amplia Dimensión*, 2nd. ed., Santiago de Chile, Ed. Librotecnia, 2012, pp. 79-574; A.A. Cançado Trindade, *The Access of Individuals to International Justice*, Oxford, Oxford University Press, 2011, pp. 1-236.

⁵¹ Cf. A.A. Cançado Trindade, *Tratado de Direito Internacional dos Direitos Humanos*, vol. III, Porto Alegre, S.A. Fabris Ed., 2003, pp. 80-83; A.A. Cançado Trindade, “Les mesures provisoires de protection dans la jurisprudence de la Cour Interaméricaine des Droits de l’Homme”, in *Mesures conservatoires et droits fondamentaux* (eds. G. Cohen Jonathan and J.-F. Flauss), Bruxelles, Bruylant/Nemesis, 2005, pp. 145-163; A.A. Cançado Trindade, “The Evolution of Provisional Measures of Protection under the Case-Law of the Inter-American Court of Human Rights (1987-2002)”, 24 *Human Rights Law Journal - Strasbourg/Kehl* (2003), n. 5-8, pp. 162-168; A.A. Cançado Trindade, “La Expansión y la Consolidación de las Medidas Provisionales de Protección en la Jurisdicción Internacional Contemporánea”, in *Retos de la Jurisdicción Internacional* (eds. S. Sanz Caballero and R. Abril Stoffels), Cizur Menor/Navarra, Cedri/CEU/Thomson Reuters, 2012, pp. 99-117.

⁵² Cf., e.g., *inter alia*, A.A. Cançado Trindade, *Princípios do Direito Internacional Contemporâneo*, 2nd. rev. ed., Brasília, FUNAG, 2017, pp. 25-454; A.A. Cançado Trindade, “Foundations of International Law: The Role and Importance of Its Basic Principles”, in *XXX Curso de Derecho Internacional Organizado por el Comité Jurídico Interamericano - OAS* (2003) pp. 359-415.

⁵³ A.A. Cançado Trindade, *Os Tribunais Internacionais e a Realização da Justiça*, 2nd. ed., Belo Horizonte, Edit. Del Rey, 2017, pp. 29-468.

⁵⁴ Cf. A.A. Cançado Trindade, *A Visão Humanista da Missão dos Tribunais Internacionais Contemporâneos*, The Hague/Fortaleza, IBDH/IDH, 2016, pp. 11-283; A.A. Cançado Trindade, *Los Tribunales Internacionales Contemporâneos y la Humanización del Derecho Internacional*, Buenos Aires, Ed. Ad-Hoc, 2013, pp. 7-185.

79. It ineluctably encompasses provisional measures of protection. In my Dissenting Opinion appended to the ICJ's Order of 28.05.2009 in the case of the *Obligation to Prosecute or Extradite* (Belgium versus Senegal), I warned *inter alia* that "[i]t is imperative to reduce or bridge the *décalage* between the time of victimized human beings and the time of human justice" (para. 49). Subsequently, I devote the whole of my Separate Opinion (paras. 1-117) appended to the ICJ's Order of 18.07.2011 in the case of the *Temple of Préah Vihéar* (Cambodia versus Thailand) to distinct aspects of the temporal dimension in international law and its incidence on the granting of provisional measures of protection⁵⁵.

80. After all, it is in the nature of Law to accompany the regulatory function in society undergoing changes, - contrary to what legal positivists assume in their static view of the legal order. The evolution of international law - acknowledged by the ICJ in an *obiter dictum* of its *célèbre* Advisory Opinion on *Namibia* (of 21.06.1971, para. 53) - responds to the changing needs of all subjects of international law (including individuals) and of the international community as a whole.

81. The evolving international law is permeated by a major enigma, which, for its part, also permeates the existence of all subjects of law (including individuals): the passage of time. International law, emerging ultimately from human conscience, - the universal juridical conscience, - also has a *protective* function endowed with a preventive dimension, as illustrated by the significant expansion of provisional measures of protection in recent years⁵⁶. Keeping the passage of time in mind, it is important to prevent or avoid harm that may occur in the future (hence the acknowledgment of *potential* or *prospective* victims), as well as to put an end to *continuing situations* already affecting individual rights. Past, present and future come and go together.

XI. PROVISIONAL MEASURES OF PROTECTION IN CONTINUING SITUATIONS.

82. In the present case of *Application of the CERD Convention* (Qatar versus UAE), at this stage of request of provisional measures of protection, there are some other considerations that I deem it fit to present, in this Separate Opinion, with regard to the alleged *continuing situation* in breach of human rights, in addition to those I have already made (cf. section VI.3, *supra*). Even if the evidence already presented to the ICJ so far may appear insufficient, there are sources of it that may be regarded relevant to the consideration of such *continuing situation* at this stage.

83. In this respect, for example, the *Report* of the United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR - of December 2017)⁵⁷, - brought to the attention of the ICJ in the present proceedings, - gave an account of a *continuing situation* (an "ongoing crisis on human rights", with "continuing implications", and "cases of temporary or potentially durable

⁵⁵ I pondered *inter alia* that, when the protection by means of provisional measures is intended to extend to "the *spiritual* needs of human beings", bringing to the fore, as in the *cas d'espèce*, "the safeguard of cultural and spiritual world heritage", the time dimension is even wider, bringing back "timelessness" (para. 101).

⁵⁶ Cf. A.A. Cançado Trindade, *International Law for Humankind - Towards a New Jus Gentium*, 2nd. rev. ed., Leiden/The Hague, Nijhoff/The Hague Academy of International Law, 2013, pp. 31-34, 38-47 and 50-51.

⁵⁷ The OHCHR Technical Mission visited Qatar on 17-24.11.2017, where it conducted its research on documents provided by distinct entities, besides interviews with "about 40 individuals" (paras. 4-6).

separation of families”, among other “long-standing human rights issues”, to the detriment, e.g., of “migrant workers”)⁵⁸.

84. The OHCHR, having decided to monitor *in loco* the consequences on human rights of the UAE’s decision or announcement of 05.06.2017, reported, one semester later, on the suspension and “considerable restrictions” on freedom of movement “to and from Qatar” (paras. 23 and 26), with “continuing implications to date”; such restrictions disrupted family life, affected the right to education, as Qatari students were prevented from pursuing their studies where they were (paras. 26 and 50). The aforementioned OHCHR *Report* (of December 2017) referred to “cases of temporary or potentially durable separation of families”, with all their consequences (para. 32).

85. There was also an impact on the right to health, with humanitarian consequences (para. 43), as some people had to travel abroad to receive their medical treatment or to undergo surgery (para. 44). As to the restrictions on freedom of expression, the OHCHR reported that the unilateral measures have been accompanied by a “widespread defamation and hatred campaign against Qatar and Qataris in various media” (paras. 14 and 19). The *Report*, furthermore, addressed another long-standing human rights issue, affecting the rights of migrant workers and non-citizens (paras. 54-58). The *Report* at last considered the restrictive unilateral measures as arbitrary (para. 60).

86. Likewise, a Joint Communication from the U.N. Special Procedures Mandate Holders of the U.N. Human Rights Council to the UAE⁵⁹, of 18.08.2017, the Special *Rapporteurs* warned that the decision announced by the UAE on 05.06.2017 “has threatened the most vulnerable groups, including women, children, persons with disabilities and older persons” (p. 1). It has, furthermore, - it continued, - led to the separation of families, the interruption of studies in schools or universities, and has also affected the right to health (pp. 2-3 and 5), among others. The Special *Rapporteurs* then drew attention to “the urgency of the matter” and the “extreme gravity” of the situation, and urged that “all necessary interim measures be taken to halt the alleged violations and prevent their reoccurrence” (p. 7).

87. Among other reports referred to in the course of the present proceedings before the ICJ, were those of non-governmental organizations (NGOs) with much experience at international level, such as, *inter alia*, Amnesty International and Human Rights Watch. In its very recent *Report* (of 05.06.2018), Amnesty International referred to the situation of continuity harming separated families, and individuals (among whom migrant workers, children and students)⁶⁰. Accordingly, it

⁵⁸ Paragraphs 4(i), 26, 32-33 and 54, respectively. The *Report* reiteratedly referred to the problem of continuing separations of families (paras. 32-33, 37 and 64). It warned that “measures targeting individuals on the basis of their Qatari nationality or their links with Qatar can be qualified as non-disproportionate and discriminatory” (para. 61). It further warned that such unilateral measures were “premeditated” and “accompanied by a widespread defamation and hatred campaign” (paras. 14-15).

⁵⁹ Namely: Special *Rapporteur* on the human rights of migrants; Special *Rapporteur* on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; Special *Rapporteur* on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health; Special *Rapporteur* on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance; Special *Rapporteur* on the promotion and protection of human rights while countering terrorism; and Special *Rapporteur* on the right to education (pursuant to U.N. Human Rights Council resolutions 34/18, 33/9, 34/21, 34/35, 31/3, and 26/17).

⁶⁰ Amnesty International, [Report:] *One Year Since the Gulf Crisis, Families are Left Facing an Uncertain Future*, of 05.06.2018, p. 1.

called upon the States concerned⁶¹ to “immediately lift all arbitrary restrictions” imposed on Qatari nationals, and to respect human rights⁶².

88. For its part, Human Rights Watch, in its earlier *Report* (of 12.07.2017), likewise warned against “human rights violations” in the separation of families, the deprivation of migrant workers, the discrimination against women, the interruption of medical treatment, and the interruption of education⁶³. Both Human Rights Watch and Amnesty International have provided accounts, in their respective reports, of information obtained from interviews with those victimized *in loco*.

89. In effect, the *continuing situation* in breach of human rights is a point which has had an incidence in other cases before the ICJ as well, at distinct stages of the proceedings. May I briefly recall here three examples, along the last decade. In the case concerning the *Obligation to Prosecute or Extradite* (Belgium *versus* Senegal), as the ICJ in its Order of 28.05.2009 decided not to indicate provisional measures, I appended thereto a Dissenting Opinion, wherein - as already pointed out (para. 79, *supra*) - I drew attention to the *décalage* to be bridged between the time of human beings and the time of human justice (paras. 35-64).

90. Urgency and probability of irreparable damage, - I proceeded, - were quite clear, in the *continuing situation* of lack of access to justice of the victims of the Hissène Habré regime (1982-1990) in Chad. This right of access to justice assumed a “paramount importance” (paras. 29 and 74-77), - I added, - in the *cas d'espèce*, under the U.N. Convention against Torture; furthermore, I dwelt upon the component elements of the autonomous legal regime of provisional measures of protection (paras. 8-14, 26-29 and 65-73). Such measures were necessary for the safeguard of the right to the realization of justice (paras. 78-96 and 101).

91. In the case on *Jurisdictional Immunities of the State* (Germany *versus* Italy), as the ICJ, in its Order of 06.07.2010 found the counter-claim of Italy inadmissible, once again I appended thereto a Dissenting Opinion, wherein I examined at depth the notion of “*continuing situation*” in the factual context of the *cas d'espèce*, as debated between the contending parties (paras. 55-59 and 92-100). My Dissenting Opinion encompassed the origins of a “*continuing situation*” in international legal doctrine (paras. 60-64); the configuration of a “*continuing situation*” in international litigation and case-law (paras. 65-83); the configuration of a “*continuing situation*” in international legal conceptualization at normative level (paras. 84-91).

92. And, once again, I warned against the pitfalls of State voluntarism (paras. 101-123). Suffice it here only to refer to my lengthy reflections on the notion of “*continuing situation*” in the case on *Jurisdictional Immunities of the State*, as I see no need to reiterate them *expressis verbis* herein. What cannot pass unnoticed is that a *continuing situation* in breach of human rights has had an incidence at distinct stages of the proceedings before the ICJ: in addition to decisions - as just seen - on provisional measures and counter-claim (*supra*), it has also been addressed in decision as to the merits.

93. This is illustrated by the aforementioned case of *A.S. Diallo* (Guinea *versus* D.R. Congo, merits, Judgment of 30.11.2010). Its factual context disclosed a *continuing situation* of breaches of Mr. A.S. Diallo’s individual rights in the period extending from 1988 to 1996. The griefs suffered

⁶¹ The UAE, Saudi Arabia and Bahrain.

⁶² Amnesty International, *op. cit. supra* n. (60), p. 3.

⁶³ Human Rights Watch, [Report:] “Qatar: Isolation Causing Rights Abuses”, of 12.07.2017, pp. 1, 3-4 and 6-10.

by the victim *extended in time* (the arrests and detentions of 1988-1989 followed by those of 1995-1996, prior to his expulsion from the country of residence), in breach of the relevant provisions of human rights treaties (the U.N. Covenant on Civil and Political Rights and the African Charter on Human and Peoples' Rights) as well as Article 36(1)(b) of the Vienna Convention on Consular Relations). His griefs were surrounded by arbitrariness on the part of State authorities⁶⁴, and amounted to a wrongful *continuing situation*, marked by the prolonged lack of access to justice.

XII. EPILOGUE: A RECAPITULATION.

94. This is, as seen, the third case under the CERD Convention in which provisional measures of protection have been rightly ordered by the ICJ, in this new era of its international adjudication of human rights cases. The fact that a case is an inter-State one, characteristic of the *contentieux* before the ICJ, does not mean that the Court is to reason likewise on a strictly inter-state basis. Not at all. It is the nature of a case that will call for a reasoning, so as to reach a solution. The present case of *Application of the CERD Convention (Qatar versus UAE)* concerns the rights protected thereunder, which are the rights of human beings, and not rights of States.

95. This has a direct bearing on the consideration of a request for provisional measures of protection under a human rights Convention. Provisional measures, with a preventive dimension, have been undergoing a significant evolution, moving further towards the consolidation of the autonomous legal regime of their own, to the benefit of the *titulaires* of rights. In another endeavour to keep paving this path, may I, last but not least, proceed to a brief recapitulation of the main points I deemed it fit to make, particularly in respect of such provisional measures, under the CERD Convention, in the course of the present Separate Opinion.

96. *Primus*: The principle of equality and non-discrimination lies in the foundations of the rights protected under the CERD Convention also by means of provisional measures. The historical formation of the *corpus juris* of international protection of human rights has much contributed to a growing awareness of the importance of the prevalence of the basic principle of equality and non-discrimination. *Secundus*: The work of U.N. supervisory organs - among which the CERD Committee - bears witness of such growing awareness.

97. *Tertius*: It is necessary nowadays that the advances in respect of the basic principle of equality and non-discrimination, at normative and jurisprudential levels, are also accompanied by the international legal doctrine, which so far has not dedicated sufficient attention to that fundamental principle. *Quartus*: The protection sought under the CERD Convention is also against arbitrariness, as in the *cas d'espèce*. This point has not escaped the attention of other international tribunals, entrusted with the interpretation and application of distinct human rights Conventions.

⁶⁴ At the time of his arrests and detention, Mr. A.S. Diallo was not informed of the charges against him, nor could he have availed himself without delay of his right to information on consular assistance. - For its part, the CERD Committee, in its practice, has also been particularly attentive to the prohibition of discriminatory measures against members of vulnerable groups (such as, e.g., migrants); cf. R. de Gouttes, "Regards comparatifs sur deux organes internationaux chargés de la lutte contre le racisme: le Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination Raciale (CERD) et la Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance (ECRI)", in *Réciprocité et universalité: Sources et régimes du Droit international des droits de l'homme - Mélanges en l'honneur du Prof. E. Decaux*, Paris, Pédone, 2017, pp. 1015-1022, esp. pp. 1017 and 1020.

98. *Quintus*: Human rights treaties, - including the CERD Convention, conform a *Law of protection* (a *droit de protection*), oriented towards the safeguard of the ostensibly weaker party (the real or potential victim), and the prohibition of arbitrary measures, so as also to secure the prevalence of the rule of law (*la prééminence du droit*). *Sextus*: As to the points discussed in the present proceedings of the *cas d'espèce*, there are two of them that require clarification: the *rationale* of the local remedies rule in the international protection of human rights, and the implications of a continuing situation affecting or breaching human rights.

99. *Septimus*: The local remedies rule, as a condition of admissibility of international claims, cannot be invoked as a “precondition” for the consideration of urgent requests of provisional measures of protection. *Octavus*: The *rationale* of the local remedies rule in human rights protection is entirely distinct from that of its application in the practice of diplomatic protection of nationals abroad: in human rights protection the rule is focused on effectiveness of local remedies and *redress*, while in diplomatic protection it is focused on the process of *exhaustion* of such remedies.

100. *Nonus*: The CERD Committee itself has underlined the components of effectiveness of local remedies and redress. Human rights protection is victim-oriented, it is a Law of protection of the weaker party (*droit de protection*), as upheld by international human rights tribunals; discretionary diplomatic protection, for its part, remains State-oriented. *Decimus*: There is no ground for attempting to add, to the so-called “plausibility” of rights, the so-called “plausibility” of admissibility, as an additional “precondition” for provisional measures of protection.

101. *Undecimus*: In a *continuing situation*, the rights requiring protection are clearly known, their being no sense to wonder whether they are “plausible”. *Duodecimus*: The proper understanding of compromissory clauses under human rights Conventions is necessarily attentive to the nature and substance of those Conventions, as well as to their object and purpose; such clauses cannot be interpreted attempting to find “preconditions”, rendering access to justice under human rights Conventions particularly difficult.

102. *Tertius decimus*: The aforementioned prohibition of arbitrariness brings to the fore the issue of the *vulnerability* of those affected by discriminatory measures; requests of provisional measures of protection, in cases like the present, are intended to put an end to a continuing situation of vulnerability of the affected persons (potential victims). *Quartus decimus*: Human vulnerability is a test more compelling than so-called ‘plausibility’ of rights for the ordering of provisional measures of protection under human rights treaties.

103. *Quintus decimus*: There has been an advance towards the consolidation of what I have been calling, along the years, the *autonomous legal regime* of provisional measures of protection. *Sextus decimus*: Provisional measures of protection have, in recent years, been protecting growing numbers of persons in situations of vulnerability; they have thus been transformed into a true jurisdictional *guarantee* of preventive character. *Septimus decimus*: Such preventive character brings to the fore the temporal dimension in the application of the provisional measures of protection, e.g., when they are intended, as in the present case, to put an end to a continuing situation affecting individual rights.

104. *Duodevicesimus*: In respect of the present case, there have been U.N. reports and other documents giving accounts of a *continuing situation* affecting human rights under the CERD Convention. *Undevicesimus*: The *continuing situation* in breach of human rights is a point which has had an incidence in earlier cases before the ICJ as well, at distinct stages of the proceedings. *Vicesimus*: The determination and ordering of provisional measures of protection under human rights Conventions can only be properly undertaken from a humanist perspective, necessarily avoiding the pitfalls of an outdated and impertinent State voluntarism.

(Signed) Antônio Augusto CANÇADO TRINDADE.

DISSENTING OPINION OF JUDGE BHANDARI

1. On a close and careful examination of the pleadings, documents and submissions, I came to the conclusion that, in the facts and circumstances of this case, the Court should not have indicated provisional measures.

2. The case of Qatar is based on the UAE's declaration of 5 June 2017, which is reproduced in relevant part as under:

“UAE affirms its complete commitment and support to the Gulf Cooperation Council and to the security and stability of the GCC States. Within this framework, and based on the insistence of the State of Qatar to continue to undermine the security and stability of the region and its failure to honour international commitments and agreements, it has been decided to take the following measures that are necessary for safeguarding the interests of the GCC States in general and those of the brotherly Qatari people in particular:

- 1- In support of the statements issued by the sisterly Kingdom of Bahrain and sisterly Kingdom of Saudi Arabia, the United Arab Emirates severs all relations with the State of Qatar, including breaking off diplomatic relations, and gives Qatari diplomats 48 hours to leave UAE.
- 2- Preventing Qatari nationals from entering the UAE or crossing its points of entry, giving Qatari residents and visitors in the UAE 14 days to leave the country for precautionary security reasons. The UAE nationals are likewise banned from traveling to or staying in Qatar or transiting through its territories.
- 3- Closure of UAE airspace and seaports for all Qataris in 24 hours and banning all Qatari means of transportation, coming to or leaving the UAE, from crossing, entering or leaving the UAE territories, and taking all legal measures in collaboration with friendly countries and international companies with regards to Qataris using the UAE airspace and territorial waters, from and to Qatar, for national security considerations.

The UAE is taking these decisive measures as a result of the Qatari authorities' failure to abide by the Riyadh Agreement on returning GCC diplomats to Doha and its Complementary Arrangement in 2014, and Qatar's continued support, funding and hosting of terror groups, primarily Islamic Brotherhood, and its sustained endeavours to promote the ideologies of Daesh and Al Qaeda across its direct and indirect media.”¹

3. The UAE made unqualified statements that the declaration of 5 June 2017 has not been implemented or given effect to². Conversely, Qatar could not produce sufficiently cogent evidence, in writing or orally, to demonstrate that the declaration of 5 June 2017 has been implemented. Furthermore, on 5 July 2018, after the closure of the oral proceedings, the UAE's Ministry of Foreign Affairs made an unqualified undertaking. The relevant portion of this undertaking states that:

¹ Qatar's Application instituting proceedings, p. 16, para. 22.

² CR 2018/13, p. 63, para. 25 (Shaw); *ibid.*, p. 64, para. 26 (Shaw); CR 2018/15, p. 39, para. 12 (Shaw).

“[s]ince its announcement on June 5, 2017, pursuant to which the United Arab Emirates (UAE) took certain measures against Qatar for national security reasons, the UAE has instituted a requirement for all Qatari citizens overseas to obtain prior permission for entry into the UAE. Permission may be granted for a limited-duration period, at the discretion of the UAE government.

The UAE Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation wishes to confirm that Qatari citizens already resident in the UAE need not apply for permission to continue residence in the UAE. However, all Qatari citizens resident in the UAE are encouraged to obtain prior permission for re-entry into UAE territory.”

4. In view of the UAE’s explanation that the declaration of 5 June 2017 has not been implemented, and of the unilateral undertaking of 5 July 2018, the risk of irreparable prejudice to the rights of Qatar is not apparent. Unilateral undertakings before the Court can create obligations under international law, as the Court confirmed in *Nuclear Tests (Australia v. France)*³, *Nuclear Tests (New Zealand v. France)*⁴, and *Maritime Dispute (Peru v. Chile)*⁵. Such undertakings can also have an impact on provisional measures proceedings, if made in the context of such proceedings, as it emerges from the jurisprudence of the Court and of the International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS).

5. In *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*, the Co-Agent of Senegal made a solemn declaration under which: “Senegal will not allow Mr. Habré to leave Senegal while the present case is pending before the Court. Senegal has not the intention to allow Mr. Habré to leave the territory while the present case is pending before the Court”⁶.

The Court held that, “taking note of the assurances given by Senegal . . . the risk of irreparable prejudice to the rights claimed by Belgium is not apparent on the date of this Order”⁷. In *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, the Attorney-General of Australia made a written undertaking, under which the documents seized from Timor-Leste’s legal counsel would “not be used by any part of the Australian Government for any purpose other than national security purposes”⁸. The Court held that, “[g]iven that, in certain circumstances involving national security, the Government of Australia envisages the possibility of making use of the seized material . . . there remains a risk of disclosure of this potentially highly prejudicial information”⁹.

6. In *Land Reclamation by Singapore in and around the Straits of Johor (Malaysia v. Singapore)*, heard by ITLOS under Article 290 of the United Nations Convention on the Law of the Sea¹⁰, the Agent of Singapore made a “commitment”, according to which:

³ *Nuclear Tests (Australia v. France)*, Judgment, I.C.J. Reports 1974, p. 267, para. 43.

⁴ *Nuclear Tests (New Zealand v. France)*, Judgment, I.C.J. Reports 1974, p. 467, para. 46.

⁵ *Maritime Dispute (Peru v. Chile)*, Judgment, I.C.J. Reports 2014, p. 65, para. 78.

⁶ *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*, Provisional Measures, Order of 28 May 2009, I.C.J. Reports 2009, p. 154, para. 68.

⁷ *Ibid.*, p. 155, para. 72.

⁸ *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, Provisional Measures, Order of 3 March 2014, I.C.J. Reports 2014, p. 156, para. 38.

⁹ *Ibid.*, p. 158, para. 46.

¹⁰ United Nations, *Treaty Series (UNTS)*, Vol. 1833, p. 3.

“[i]f . . . Malaysia believes that Singapore had missed some point or misinterpreted some data and can point to a specific and unlawful adverse effect that would be avoided by suspending some part of the present works, Singapore would carefully study Malaysia’s evidence. If the evidence were to prove compelling, Singapore would seriously re-examine its works and consider taking such steps as are necessary and proper, including a suspension, . . . to deal with the adverse effect in question.”¹¹

ITLOS placed on record the commitment made by Singapore¹². However, it seems that ITLOS did not consider that such a commitment was sufficient to remove the risk of irreparable prejudice, since it unanimously prescribed provisional measures¹³.

7. The jurisprudence suggests that, in order to remove the risk of irreparable prejudice, an undertaking or commitment must be unqualified. Australia’s solemn undertaking was insufficient because it stated that the documents allegedly belonging to Timor-Leste could be used if national security so required. Similarly, Singapore’s commitment appears to have been insufficient because it was worded in vague terms, as it stated that Singapore “would carefully study” available evidence, and only “[i]f the evidence were to prove compelling”, Singapore pledged that it “would seriously re-examine its works”. By contrast, the undertaking of the Co-Agent of Senegal was unqualified, as it did not list any circumstances under which Mr. Habré would have been allowed to leave Senegal.

8. In the present case, the unqualified undertaking included in the statement of the UAE’s Ministry of Foreign Affairs of 5 July 2018 does not seem to have been qualified by any exceptions. In this sense, it is similar to the undertaking in *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*, and different from the undertakings in *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)* and *Land Reclamation by Singapore in and around the Straits of Johor (Malaysia v. Singapore)*. Qataris already residing in the UAE “need not apply for permission to continue residence in the UAE”, while only being encouraged to “obtain prior permission for re-entry into UAE territory”. Based on this wording, it would appear that Qataris residing in the UAE, but currently located outside the UAE, can re-enter the UAE without hindrance. Qataris residing overseas are required “to obtain prior permission for entry into the UAE”. The granting of right to entry and right of abode to any foreign citizen is a prerogative falling within the reserved domain of the UAE. Consequently, that “permission may be granted . . . at the discretion of the UAE government” could not be seen as an exception to the undertaking that residing Qataris may continue legally to reside in the UAE, and that non-residing Qataris need to obtain permission to enter the UAE. In the light of this undertaking, it is my view that there is no irreparable prejudice in the circumstances of this case.

9. The existence of urgency in a request for provisional measures is fundamentally fact-dependent. The unqualified undertaking by the UAE, which I believe to have removed the risk of irreparable prejudice in the circumstances, has an impact on urgency. If there is no irreparable prejudice, there can be no urgency, since urgency is to be understood as an attribute of irreparable prejudice. In the most recent orders on provisional measures, the Court has consistently stated that urgency is a “real and imminent risk that irreparable prejudice will be caused to the rights in

¹¹ *Land Reclamation by Singapore in and around the Straits of Johor (Malaysia v. Singapore)*, Provisional Measures, Order of 8 October 2003, ITLOS Reports 2003, p. 24, para. 85.

¹² *Ibid.*, p. 25, para. 88.

¹³ *Ibid.*, pp. 26–28, para. 106.

dispute before the Court gives its final decision”¹⁴. In its orders on provisional measures, the Court itself examines these two requirements together. Without irreparable prejudice, there can be no urgency.

10. For these reasons, it is my view that, in the facts and circumstances of the present case, the Court ought not to have exercised its power to indicate provisional measures under Article 41 of the Statute.

(Signed) Dalveer BHANDARI.

¹⁴ *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*, Provisional measures, Order of 28 May 2009, I.C.J. Reports 2009, p. 152, para. 62; *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*, Provisional Measures, Order of 8 March 2011, I.C.J. Reports 2011 (I), p. 21, para. 64; *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, Provisional Measures, Order of 3 March 2014, I.C.J. Reports 2014, p. 154, para. 32; *Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)*, Provisional Measures, Order of 7 December 2016, I.C.J. Reports 2016 (II), p. 1168, para. 83; *Application of the International Convention on the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation)*, Provisional Measures, Order of 19 April 2017, I.C.J. Reports 2017, p. 136, para. 89; *Jadhav (India v. Pakistan)*, Provisional Measures, Order of 18 May 2017, I.C.J. Reports 2017, p. 243, para. 50.

DISSENTING OPINION OF JUDGE CRAWFORD

Insufficient evidence of real and imminent risk of irreparable prejudice — Statement by the UAE on 5 July 2018 — Qatari citizens resident in the UAE officially permitted to continue to reside in the UAE — Hotline to receive applications by Qataris for entry clearance into the UAE — Evidence that Qataris have been entering the UAE and are being granted permits to do so — Risk of prejudice to rights flowed from the fact that Qataris were outside the UAE — Conditions for the indication of provisional measures not satisfied.

1. Qatar's request for provisional measures faces two principal difficulties, one legal, the other evidential. The legal difficulty is that Article 1 of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (CERD) distinguishes on its face between discrimination on grounds of national origin (equated to racial discrimination and prohibited per se) and differentiation on grounds of nationality (not prohibited as such). Moreover, that distinction finds its reflection in widespread State practice giving preferences to nationals of some countries over others in matters such as the rights to enter or to reside, entitlement to social security, university fees and many other things, in peace and during armed conflict. Prima facie at least, the UAE measures at issue here, deriving from the Statement of 5 June 2017, target Qataris on account of their present nationality, not their national origin. This does not mean that collective expulsion of persons of a certain nationality is lawful under international law; it is not. It is simply that it is not apparently covered by the CERD, the only basis for jurisdiction relied on by Qatar.

2. The factual difficulty is that it is not clear from the evidence that the measures announced against Qatari nationals on 5 June 2017 are still in effect, or that any of the measures that are in effect could cause irreparable prejudice to the rights which are the subject of these judicial proceedings.

3. The UAE Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation announced in its Statement of 5 June 2017 that it was taking "measures that are necessary for safeguarding the interests" of the Gulf Cooperation Council States. One of the measures, announced in paragraph 2 of the Statement, was:

"Preventing Qatari nationals from entering the UAE or crossing its points of entry, giving Qatari residents and visitors in the UAE 14 days to leave the country for precautionary security reasons. The UAE nationals are likewise banned from traveling to or staying in Qatar or transiting through its territories."

4. Unlike the inter-State measures (closure of UAE airspace and seaports, etc.) set out in the Statement, it appears that no legislative or administrative action was taken to give effect to paragraph 2. The UAE's Agent stated in oral argument that no Qataris were deported or expelled pursuant to paragraph 2¹. Qatar did not contradict this statement, although it argued that the Statement of 5 June 2017 itself amounted to an "order of expulsion"².

5. However that may be, paragraph 2 stood as a statement of policy and it appears that a significant number of Qataris left the UAE on the strength of the Statement. To evidence this

¹ CR 2018/13, p. 12, para. 11 (Alnowais).

² CR 2018/14, p. 35, para. 19 (Goldsmith).

departure, Qatar presented a number of reports by national and international human rights organizations. A report by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights noted that Qataris previously resident in the UAE had left the UAE following the Statement of June 2017, leaving behind families, businesses, employment, property and studies³. Further reports contain accounts of interviews with Qataris who had similarly left the UAE⁴. Overall the Qatari National Human Rights Committee estimates that it received 1,052 complaints in relation to the impact of the Statement of 5 June 2017, in the period to May 2018⁵. Many of these complaints were from individuals in mixed Qatari-Emirati marriages who insisted they were no longer able to live with their family members due to the measures contained in the Statement.

6. On 11 June 2017 the Ministry of Interior of the UAE set up a hotline to assist with the “humanitarian circumstances of Emirati-Qatari joint families”, specifically to provide a procedure through which individuals separated from their families could apply for a permit to enter the UAE⁶. The UAE supplied evidence that of 1,390 requests for permits, 1,378 have been approved⁷. Qatar argued that approvals for Qataris to enter the UAE were temporary and needed to be sought for every proposed entry into the UAE⁸. Qatar further described the hotline as a “police security channel” provided by the Abu Dhabi police⁹. In this respect there is evidence that some individuals are wary of contacting the hotline because they are worried that it will be used to identify Qataris who have not returned to Qatar¹⁰.

7. Of those Qatari nationals who left the UAE, a significant number have returned to the UAE. The UAE’s Agent stated that thousands of applications by Qataris for permits to enter the UAE have been approved, and that Qatari nationals have entered and exited the UAE on over 8,000 occasions, since June 2017¹¹.

8. Many of the consequences of the Statement of June 2017 (family separation, difficulties in accessing property and courts, access to education and transcripts, and access to medical care) appear to have flowed from the fact that Qataris were located outside the UAE, rather than from deliberate policy — though these consequences were unfortunate and harmful to those concerned.

³ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), Technical Mission to the State of Qatar, *Report on the impact of the Gulf Crisis on human rights*, December 2017, p. 5 (Application of Qatar, hereinafter “AQ”, Ann. 16).

⁴ See for example, Human Rights Watch (HRW), *Qatar: Isolation causing rights abuses*, 12 July 2017, p. 7 (AQ, Ann. 10); Qatar’s National Human Rights Committee (NHRC), *100 days under the blockade: Third report on human rights violations caused by the blockade imposed on the State of Qatar*, 30 Aug. 2017, p. 7 (AQ, Ann. 12); NHRC, *6 months of violations: The fourth general report on the violations of human rights arising from the blockade on the State of Qatar*, 5 Dec. 2017, p. 7 (AQ, Ann. 17).

⁵ NHRC, *Fifth general report. Continuation of human rights violations: A year of the blockade imposed on Qatar*, June 2018, p. 13 (AQ, Ann. 22).

⁶ Exhibit 2 of the documents deposited by the UAE, 25 June 2018.

⁷ Exhibit 3 of the documents deposited by the UAE, 25 June 2018.

⁸ CR 2018/14, p. 37, para. 25 (Goldsmith).

⁹ CR 2018/14, p. 36, para. 22 (Goldsmith).

¹⁰ HRW, *Qatar: Isolation causing rights abuses*, p. 6 (AQ, Ann. 10).

¹¹ CR 2018/13, p. 13, paras. 13-14 (Alnowais). The UAE also stated that the number of Qataris living in the UAE now is “about the same as before 5 June 2017”: CR 2018/15, p. 27, para. 6 (Buderi). The UAE Federal Authority for Identity and Citizenship estimated that as at 20 June 2018 there were 2,194 Qataris in the UAE: Exhibit 11, documents deposited by the UAE, 25 June 2018.

9. It is not clear from the evidence that individuals are continuing to suffer these consequences in July 2018. Most of the reports by national and international human rights organizations submitted by Qatar relate to the period June to August 2017¹². While Qatar has provided a recent (fifth) report by its National Human Rights Committee, 896 of the 1,052 complaints received by the Committee in the period June 2017 to May 2018 had already been received by the end of August 2017, according to an earlier (third) report by the Committee¹³. The most recent (fifth) report by Qatar's National Human Rights Committee reiterates findings of earlier reports by other human rights organizations, without specifically identifying cases of forced departures of Qataris from the UAE that occurred in recent months¹⁴.

10. At the end of the oral hearings, I asked the Parties (a) whether the UAE's Statement of 5 June 2017, and in particular its paragraph 2, was still in effect and (b) whether the UAE had made any further announcement clarifying that Qataris residing in the UAE could elect to stay in the UAE. The UAE responded that the Statement had been issued by the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, which did not have the legislative authority to establish the measures set out in the Statement. The UAE maintained therefore that there was no need for an announcement clarifying the entry and residence requirements applicable to Qatari nationals in the UAE¹⁵.

11. Qatar on the other hand contended that the UAE has failed to disavow the Statement of 5 June 2017 and that the policy reflected in the Statement continues to have a detrimental effect on Qataris. Qatar maintains that the continuing situation has not been resolved and necessitates the indication of provisional measures¹⁶.

12. Despite its response to my question, the UAE Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation did issue an official Statement clarifying to some extent the entry and residence requirements applicable to Qataris in the UAE on 5 July 2018. That Statement is publicly available on the website of the Ministry and contains the following:

"Since its announcement on June 5, 2017... the UAE has instituted a requirement for all Qatari citizens overseas to obtain prior permission for entry into the UAE. Permission may be granted for a limited-duration period, at the discretion of the UAE government.

The UAE Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation wishes to confirm that Qatari citizens already resident in the UAE need not apply for permission to continue residence in the UAE. However, all Qatari citizens resident in the UAE are encouraged to obtain prior permission for re-entry into UAE territory.

All applications for entry clearance may be made through the telephone hotline announced on June 11, 2017."

¹² Namely, Anns. 5, 6, 8, 10, 11 and 12 of Qatar's Application.

¹³ NHRC, *100 days under the blockade: Third report on human rights violations caused by the blockade imposed on the State of Qatar*, 30 Aug. 2017, p. 4 (AQ, Ann. 12). 997 of the total number of complaints had been received by December 2017, according to the Committee's fourth report, 5 Dec. 2017, p. 5 (AQ, Ann. 17).

¹⁴ NHRC, *Fifth general report. Continuation of human rights violations: A year of the blockade imposed on Qatar*, June 2018, pp. 15-16 (AQ, Ann. 22).

¹⁵ Response of the UAE to the question of Judge Crawford, 3 July 2018.

¹⁶ Comments of Qatar on the written reply of the UAE, 5 July 2018.

13. It is established that the power of the Court to indicate provisional measures will be exercised only if there is urgency, in the sense that there is a real and imminent risk that irreparable prejudice will be caused to the rights in dispute before the Court gives its final decision¹⁷. The power of the Court to indicate provisional measures has as its object to ensure that such prejudice does not occur¹⁸.

14. The Court accepts that certain rights in question in these proceedings are of such a nature that prejudice to them is capable of causing irreparable harm (Order, para. 67). I do not disagree with this general statement. However, the Court fails to identify any evidence to support the further statement that the situation of Qataris residing in the UAE prior to 5 June 2017 appears to remain vulnerable with regard to their rights under Article 5 of the CERD. Most importantly, the UAE's Statement of 5 July 2018 is not mentioned. The UAE's recent Statement clarifies the legal position of Qataris living in the UAE, namely that they "need not apply for permission to continue residence in the UAE". The Statement further clarifies that Qataris can apply for entry clearance to the UAE via a hotline.

15. The further announcement in the UAE Statement of 5 July 2018 that applications for entry clearance may be made via the telephone hotline is supported by evidence that Qataris have entered or exited the UAE more than 8,000 times since June 2017 and that over 1,300 applications via the hotline system to enter the UAE have been granted (see above paragraphs 6-7). This evidence is again not dealt with by the Court.

16. Whilst there can be no doubt that the process for Qatari nationals seeking to enter the UAE has become more difficult, the state of affairs confirmed by the evidence before the Court, including the Statement of 5 July 2018, does not warrant a finding that there is a real and imminent risk that irreparable harm will be caused to the rights in dispute before the Court gives its final decision on the merits, unless measures are ordered. The risks that the Court seeks to curb through the provisional measures ordered have been to a large extent removed. The Court cannot ignore developments in this case since the request for the indication of provisional measures. One role of the Court is the peaceful settlement of disputes and if States are willing to address problems through actions or commitments, that is to be encouraged.

17. In view of the conclusion that there is no risk of irreparable prejudice in this case, it is unnecessary to consider the legal question identified in paragraph 1 of this opinion, viz., whether the UAE's Statement of 5 June 2017 plausibly implicates rights under the CERD as invoked by Qatar, which equated national origin with present nationality. Qatar's request for the indication of provisional measures fails on the facts.

¹⁷ See among many others, *Application of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism and of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Ukraine v. Russian Federation), Provisional Measures, Order of 19 April 2017, I.C.J. Reports 2017*, p. 136, para. 89, quoting *Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France), Provisional Measures, Order of 7 December 2016, I.C.J. Reports 2016 (II)*, p. 1168, para. 83.

¹⁸ *Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation), Provisional Measures, Order of 15 October 2008, I.C.J. Reports 2008*, p. 388, para. 118.

18. Finally, I note that the provisional measures ordered by the Court are in themselves not objectionable. It is clear that the situation of Qataris still residing in the UAE, or wishing to travel to the UAE, became more difficult after 5 June 2017 and I trust that any remaining difficulties will be alleviated by the imposition of these measures by the Court. However, the legal requirements for the indication of provisional measures are binding. In this case, the requirement of irreparable prejudice and urgency is not met.

(Signed) James CRAWFORD.

OPINION DISSIDENTE DE M. LE JUGE SALAM

1. Je suis au regret de ne pouvoir m'associer aux conclusions de la majorité concernant la compétence *prima facie* de la Cour pour indiquer des mesures conservatoires, ainsi que le demande le Qatar qui cherche, en l'espèce, à fonder cette compétence sur l'article 22 de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ci-après la «CIEDR»).

2. Je suis persuadé que la Cour n'a pas *prima facie* compétence *ratione materiae* dans la mesure où le différend entre les Parties n'apparaît pas concerner l'interprétation et l'application de la CIEDR. En effet, il ressort de l'article premier de la CIEDR que cette convention s'applique à «toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique». Or, la discrimination fondée sur la «nationalité», objet des griefs de la demanderesse, ne s'y trouve pas mentionnée.

3. De plus, lorsque je lis cette disposition à la lumière de l'article 31 de la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 qui appelle à une interprétation «de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes», «dans leur contexte» et «à la lumière de [l']objet et [du] but [du traité]», je ne peux m'empêcher d'observer que :

- a) Les termes «origine nationale ou ethnique» utilisés par la convention diffèrent, selon leur sens ordinaire, de celui de nationalité.
- b) Quant au contexte, j'observe que la CIEDR a été adoptée dans le cadre historique de la décolonisation et de la postdécolonisation et s'inscrit dans cet effort pour éliminer toute forme de discrimination et de ségrégation raciale. En effet, son préambule affirme :

«Considérant que les Nations Unies ont condamné le colonialisme et toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne, sous quelque forme et en quelque endroit qu'ils existent, et que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du 14 décembre 1960 [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale], a affirmé et solennellement proclamé la nécessité d'y mettre rapidement et inconditionnellement fin,

.....
Convaincus que toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fautive, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier, où que ce soit, la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique,
.....

Alarmés par les manifestations de discrimination raciale qui existent encore dans certaines régions du monde et par les politiques gouvernementales fondées sur la supériorité ou la haine raciale, telles que les politiques d'apartheid, de ségrégation ou de séparation».

- c) Le but de la CIEDR est donc de mettre fin, dans le prolongement de la décolonisation et de la postdécolonisation, à toutes les manifestations et politiques gouvernementales de discrimination fondées sur la supériorité ou la haine raciale, et ne concerne pas les questions se rattachant à la nationalité.

d) Ce sont donc les formes de discrimination «raciale» qui constituent l'objet spécifique de la convention, et non toute forme de discrimination «en général». Sinon, il y aurait été question d'autres types de discrimination grave fondée sur un marqueur d'identité de groupe, comme ceux basés sur la religion par exemple, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. En outre, ce sont d'autres instruments internationaux qui s'intéressent aux questions relatives à la nationalité, ou à la discrimination en général comme la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que les deux pactes internationaux de 1966¹.

4. Par ailleurs, je note que, dans l'affaire de l'*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, le différend concernait la question de discrimination raciale contre les Tatars et les Ukrainiens de souche — et non les ressortissants ukrainiens — en Crimée (en anglais : «ethnic Ukrainians» ; *Ukraine c. Fédération de Russie, mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 120, par. 37). De même, dans l'affaire de l'*Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, les parties se sont opposées sur la question de savoir si les événements qui se sont déroulés en Ossétie du Sud et en Abkhazie ont été accompagnés d'actes de discrimination raciale contre les habitants de souche géorgienne — et non les ressortissants géorgiens — de ces régions (en anglais «ethnic Georgians» ; *Géorgie c. Fédération de Russie, mesures conservatoires, ordonnance du 15 octobre 2008, C.I.J. Recueil 2008*, p. 387, par. 111). La Cour n'a donc eu l'occasion de se prononcer que sur des affaires concernant la discrimination fondée sur l'origine ethnique et non l'«origine nationale». Ainsi, elle n'a pas eu à traiter de la question de la distinction ou non de cette notion avec celle de la «nationalité».

5. Cette question de la distinction entre «nationalité» et «origine nationale» ne devrait, à mon avis, point permettre de confusion. Il s'agit de deux notions différentes. Un exemple qui illustre bien cette différence est celui du cas notoire de l'internement des citoyens américains d'origine japonaise, à la suite de l'attaque de Pearl Harbor durant la seconde guerre mondiale. Bien qu'ayant la nationalité américaine, ces citoyens ont fait l'objet de discrimination raciale fondée sur leur «origine nationale» et non leur nationalité, et furent regroupés dans les «War Relocation Camps»². Un sort de discrimination similaire basé sur l'«origine nationale» a également touché un grand nombre de personnes d'origine allemande «indépendamment de la nationalité qu'elles portaient alors», dans plusieurs pays, après la première guerre mondiale ainsi que durant et après la seconde.

6. Je tiens à souligner aussi que la distinction qui s'impose entre «nationalité» et «origine nationale» est confirmée par les travaux préparatoires de la CIEDR et particulièrement les amendements proposés sur la rédaction de son article premier³.

7. En tout état de cause, si les Etats avaient voulu dire «nationalité» au lieu d'«origine nationale» à l'article premier de la CIEDR, ils auraient pu ainsi l'énoncer. Également, ils auraient pu employer le terme «nationalité et origine nationale» si leur intention était d'inclure ces deux catégories, ce qu'ils n'ont pas fait.

¹ Voir notamment article 13 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

² Pour l'historique de la question, voir le rapport de la commission du congrès américain «on Wartime Relocation and Internment of Civilians» (CWRIC), publié le 24 février 1983 et intitulé «Personal Justice Denied» : <https://www.archives.gov/research/japanese-americans/justice-denied>.

³ Voir entre autres, Nations Unies, doc. A/C.3/SR.1304 ; Nations Unies, doc. A/C.3/SR.130 et Nations Unies, doc. A/6181.

8. Je note aussi que, indépendamment de la «grande considération» qui devrait être accordée aux travaux d'un «organe indépendant» tel que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (voir *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 2010 (II), p. 664, par. 66), il demeure que les recommandations de ce comité ne peuvent être considérées comme une expression d'une pratique ultérieure des parties à la CIEDR (au sens de l'article 31 3) b) de la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969).

9. Pour conclure, bien que, à mon avis, le différend qui oppose les Parties n'entre pas dans le champ d'application de la CIEDR, je note que, dans l'affaire de la *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Royaume-Uni)*, la Cour, tout en considérant qu'elle n'avait pas *prima facie* compétence pour connaître de la requête de la Yougoslavie et qu'«elle ne saurait dès lors indiquer quelque mesure conservatoire que ce soit» (*mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (II)*, p. 839, par. 37), a souligné «que les Etats, qu'ils acceptent ou non la juridiction de la Cour, demeurent en tout état de cause responsables des actes contraires au droit international, y compris au droit humanitaire, qui leur seraient imputables» (*ibid.*, par. 40). Dans cette perspective elle a demandé aux parties de «veiller à ne pas aggraver ni étendre le différend» (*ibid.*, par. 41). La Cour a adopté la même démarche dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)* où, tout en se déclarant également incompétente *prima facie* pour indiquer des mesures conservatoires (*mesures conservatoires, ordonnance du 10 juillet 2002, C.I.J. Recueil 2002*, p. 249, par. 89), elle a souligné «la nécessité pour les Parties à l'instance d'user de leur influence pour prévenir les violations graves et répétées des droits de l'homme et du droit international humanitaire encore constatées récemment» (*ibid.*, p. 250, par. 93).

10. Dans le même esprit, et tenant compte de l'allégation du Qatar de vulnérabilité de la situation à laquelle font face nombre de ses ressortissants aux Emirats arabes unis depuis le 5 juin 2017, bien que j'estime que la Cour aurait dû se déclarer *prima facie* incompétente pour indiquer des mesures conservatoires, cela ne l'aurait toujours pas empêchée, dans son raisonnement, de souligner la nécessité pour les Parties de ne pas aggraver ou étendre le différend et de veiller à prévenir toute atteinte aux droits de l'homme.

11. La conclusion à laquelle je suis parvenu m'amène à ne pas avoir à traiter des autres conditions mentionnées à l'article 22 de la CIEDR.

(Signé) Nawaf SALAM.

OPINION DISSIDENTE DE M. LE JUGE AD HOC COT

Vote contre le dispositif—Préjudice à la question relative au fond—Identité de la demande en indication de mesures conservatoires et celle du fond—Existence d'un préjudice irréparable—Risque imminent—Ordonnance inutile—Présomption de bonne foi au stade des mesures conservatoires—Ecoulement de temps entre la présente ordonnance et la phase suivante.

INTRODUCTION

1. A mon grand regret, j'ai voté contre le dispositif de l'ordonnance d'aujourd'hui indiquant des mesures conservatoires. Je voudrais donc expliquer en particulier pourquoi j'estime que la présente demande ne satisfait pas à l'exigence du risque imminent de préjudice irréparable, et que la présente ordonnance serait inutile pour le règlement du différend.

**I. LA PRÉSENTE PROCÉDURE NE DOIT PAS PRÉJUGER
LA QUESTION RELATIVE AU FOND**

2. Dans la procédure concernant la demande en indication de mesures conservatoires, le demandeur ne devrait pas préjuger la question au fond (A). La demande en indication de mesures conservatoires elle-même ne devrait pas également préjuger la question relative au fond (B).

**A. Le demandeur ne devrait pas préjuger la question au fond
dans la présente procédure**

3. Il est bien établi que, dans une ordonnance indiquant des mesures conservatoires, la Cour note que sa conclusion dans son ordonnance ne préjuge rien du fond de l'affaire, avec l'expression suivante :

«La décision rendue en la présente procédure ne préjuge en rien la question de la compétence de la Cour pour connaître du fond de l'affaire, ni aucune question relative à la recevabilité de la requête ou au fond lui-même.» (par exemple, *Jadhav (Inde c. Pakistan)*, mesures conservatoires, ordonnance du 18 mai 2017, C.I.J. Recueil 2017, p. 245, par. 60 ; *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)*, mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2016, C.I.J. Recueil 2016 (II), p. 1171, par. 98)

4. D'où, selon l'Instruction de procédure XI que le président lit au début de l'audience publique, les parties ne devraient pas aborder le fond de l'affaire :

«Dans leurs exposés oraux sur les demandes en indication de mesures conservatoires, les parties devraient se limiter aux questions touchant aux conditions à remplir aux fins de l'indication de mesures conservatoires, telles qu'elles ressortent du Statut, du Règlement et de la jurisprudence de la Cour. Les parties ne devraient pas aborder le fond de l'affaire au-delà de ce qui est strictement nécessaire aux fins de la demande.»

5. La tentation des parties d'aborder le fond de l'affaire découle de la jurisprudence de la Cour selon laquelle la plausibilité des droits revendiqués par le demandeur, qui est inévitablement liée aux questions de fond, doit être démontrée au stade des mesures conservatoires. Même le

défendeur peut «avoir intérêt à montrer que l'Etat requérant n'a pas réussi à prouver la possibilité de l'existence du droit qu'il veut voir protéger» (opinion individuelle de M. le juge Shahabuddeen, *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark), mesures conservatoires, ordonnance du 29 juillet 1991, C.I.J. Recueil 1991*, p. 29). Une des solutions proposée est de considérer le *standard of proof* de plausibilité comme un critère assez bas, ce qui découragerait les parties d'examiner le bien-fondé de la demande (opinion individuelle de M. le juge Owada, *Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 44-45, par. 10, et p. 147, par. 19-20).

6. Toutefois, la jurisprudence de la Cour admet que l'on peut et doit analyser, dans le contexte d'une demande en indication de mesures conservatoires concernant des droits sur la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CIEDR), si les actes allégués peuvent constituer des actes de discrimination raciale :

«La Cour note que les articles 2 et 5 de la CIEDR visent à protéger les individus contre la discrimination raciale. En conséquence, dans le contexte d'une demande en indication de mesures conservatoires, un Etat partie à la convention ne peut se prévaloir des droits que lui confèrent les articles 2 et 5 que s'il est plausible que les actes qu'il allègue puissent constituer des actes de discrimination raciale au sens de la convention.» (*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 135, par. 82.)

7. Par conséquent, les Parties au différend sont admises à aborder la question de l'interprétation et de l'application de la convention dans la mesure où il est nécessaire d'examiner si les actes allégués des Emirats arabes unis sont susceptibles de constituer des actes de discrimination raciale.

8. Néanmoins, certains arguments soulevés lors des plaidoiries par le Qatar semblent aller au-delà de ce qui est nécessaire à l'analyse de la plausibilité des droits revendiqués. En particulier, on peut se demander dans quelle mesure la référence détaillée à des recommandations générales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale est nécessaire dans ce contexte (par exemple, CR 2018/12, p. 37-38, 40, par. 21-23, 27-29 (Amirfar) ; *ibid.*, p. 47, par. 3, 5 (Klein)).

9. La Cour n'a pas le pouvoir d'empêcher un tel comportement des parties au cours de l'audience. Il n'existe aucune jurisprudence dans laquelle une sanction a été imposée à une partie ayant adopté une telle pratique. Ainsi, pour ne pas préjuger du fond de l'affaire, une solution consiste simplement à ignorer un tel argument dans le raisonnement de l'ordonnance indiquant les mesures conservatoires. Par exemple, dans l'affaire *Ukraine c. Fédération de Russie*, malgré les arguments détaillés avancés par les parties sur l'interprétation de deux conventions internationales en cause, la Cour s'est généralement limitée à la formulation des dispositions pertinentes des conventions et est parvenue à la conclusion avec un raisonnement simple et succinct (*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017*, p. 31-32, par. 74-76, et p. 135, par. 81-83). En tout état de cause, les Parties à la présente affaire n'ont pas non plus été encouragées à entrer dans les détails de l'interprétation de la convention.

B. L'identité de la demande en indication de mesures conservatoires et celle du fond

10. Non seulement les plaidoiries des parties, mais aussi la demande d'indication de mesures conservatoires elle-même ne devraient pas préjuger du fond de l'affaire.

11. Dans l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, la Cour a examiné la question de savoir si les mesures conservatoires sollicitées «ne préjugent pas le fond de l'affaire», et conclu que :

«cette demande est exactement la même qu'une des demandes au fond que le Nicaragua a formulées à la fin de sa requête et de son mémoire en la présente espèce. Une décision prescrivant au Costa Rica de fournir au Nicaragua pareille évaluation de l'impact sur l'environnement ainsi que des rapports techniques à ce stade de la procédure reviendrait donc à préjuger la décision de la Cour sur le fond de l'affaire.» (*Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*; *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, mesures conservatoires, ordonnance du 13 décembre 2013, C.I.J. Recueil 2013, p. 404, par. 21)

Autrement dit, la Cour a considéré qu'en principe, si une demande en indication de mesures conservatoires «est exactement la même qu'une des demandes au fond», elle préjuge le fond de l'affaire et, par conséquent, la demande doit être rejetée.

12. Dans le cas présent, il semble y avoir de nombreux chevauchements entre les demandes effectuées dans la requête et les mesures conservatoires demandées par le Qatar (comparer, par exemple, la requête, par. 65, et la demande, par. 19). En même temps, les verbes employés dans la demande (par exemple *suspend, cease and desist, take necessary measures to ...*) semblent avoir été choisis avec soin afin de suggérer que les mesures provisoires demandées sont de nature temporaire et n'ont pas d'effet définitif, ce qui est exprimé dans un autre ensemble de verbes dans la requête (par exemple *cease and revoke, restore, comply with obligations, etc.*). La question aurait donc pu se poser de savoir si ces différences de verbes peuvent suffire à conclure que les mesures conservatoires demandées, si elles sont indiquées, ne préjugeront pas du fond de l'affaire.

II. L'EXISTENCE D'UN PRÉJUDICE IRRÉPARABLE

13. Au vu de la jurisprudence de la Cour, on aurait dû conclure qu'il n'y a aucun risque imminent qu'un préjudice irréparable soit causé en l'espèce.

14. Selon la jurisprudence de la Cour,

«[L]e pouvoir de la Cour d'indiquer des mesures conservatoires ne sera toutefois exercé que s'il y a urgence, c'est-à-dire s'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits en litige avant que la Cour n'ait rendu sa décision définitive» (par exemple, *Jadhav (Inde c. Pakistan)*, mesures conservatoires, ordonnance du 18 mai 2017, C.I.J. Recueil 2017, p. 243, par. 50).

15. En ce qui concerne les droits visés par la convention, la Cour a noté en particulier que les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels visés aux alinéas *b)*, *c)*, *d)* et *e)* de l'article 5 de la convention sont de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait se révéler irréparable (*Application de la convention internationale pour la répression du financement*

du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (*Ukraine c. Fédération de Russie*), mesures conservatoires, ordonnance du 19 avril 2017, C.I.J. Recueil 2017, p. 138, par. 96 ; *Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*, mesures conservatoires, ordonnance du 15 octobre 2008, C.I.J. Recueil 2008, p. 396, par. 142).

16. Dans un autre cas, la Cour a conclu qu'il existe un risque réel de préjudice irréparable au droit en question s'il «pourrait se révéler impossible de rétablir le *statu quo ante*» (*Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)*, mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2016, C.I.J. Recueil 2016 (II), p. 1169, par. 90).

17. J'ai tendance à penser que, même si les faits sous-jacents ont été dûment établis, les droits suivants invoqués par le Qatar au titre des mesures conservatoires ne sont pas de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait se révéler irréparable.

18. En ce qui concerne le droit de ne pas être soumis à la discrimination raciale (art. 2 et 4), et le droit à la liberté d'opinion et d'expression (art. 5 d) viii)), le *statu quo ante* dans lequel les ressortissants qatariens vivant aux Emirats arabes unis ne subissent pas la haine et où la «sympathie» avec les Qatariens ne sont pas criminalisés peut, du moins en théorie, être réparable. Il est également noté que le défendeur conteste ce fait et fait valoir que «[t]he statement of the Attorney General is ... not a law» (CR 2018/13, p. 65, par. 35 (Shaw)).

19. En ce qui concerne le droit au travail (art. 5 e) i)), et le droit à la propriété (art. 5 d) v)), le *statu quo ante* dans lequel les ressortissants qatariens vivant aux Emirats arabes unis jouissent de leurs biens et travaillent peut, théoriquement, être rétabli si la mesure d'interdiction d'entrée des Qatariens dans les Emirats arabes unis est levée.

20. En ce qui concerne le droit à l'égalité de traitement devant les tribunaux (art. 5 a)), et le droit à une protection et à des recours effectifs (art. 6), bien que leur absence puisse causer un préjudice irréparable à d'autres droits de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait se révéler irréparable, le droit des ressortissants qatariens aux Emirats arabes unis à une protection et à des voies de recours effectives devant les tribunaux nationaux, en tant que tel, peut théoriquement être rétabli.

21. Toutefois, la Cour a conclu aujourd'hui qu'un préjudice peut être irréparable en ce qui concerne ces droits devant les tribunaux, en plus du droit à la famille et du droit à l'éducation et à la formation (par. 69 de l'ordonnance). Je ne partage pas ce point de vue, mais il est également observé que la motivation donnée par la Cour manque d'analyse pour déterminer si un tel préjudice, même s'il était irréparable, est «imminent».

III. LE RISQUE IMMINENT

22. Il est tout aussi clair que la nature irréparable du préjudice causé à ces droits n'équivaut pas à celui de l'exécution de la peine de mort ou d'un essai nucléaire. En plus, l'examen de l'autre aspect de la troisième condition relative à l'indication de mesures conservatoires peut amener la Cour à conclure que le risque allégué n'est pas imminent.

23. En ce qui concerne la vie des familles mixtes qatari-émiriennes, même si une séparation à long terme de la famille peut affecter irréparablement leur unité et leur intégrité, il est peu probable qu'un tel effet se produise irréversiblement dans un délai de quelques années avant que la décision définitive de la Cour ne soit rendue. En d'autres termes, on peut conclure que le risque de préjudice à ce droit, même s'il était irréparable, n'est donc pas imminent.

24. En ce qui concerne le droit à l'éducation et à la formation, il est à noter que le défendeur a soumis une preuve indiquant que les autorités émiriennes ont chargé les institutions d'enseignement supérieur des Emirats arabes unis de suivre la situation des étudiants qatariens (CR 2018/13, p. 69, par. 51 (Shaw)). Dans la mesure où les autorités des Emirats arabes unis ont pris des mesures pour remédier à la situation, on peut conclure ou au moins présumer que le risque de préjudice irréparable pour les étudiants, même s'il existait, n'est pas imminent.

25. Enfin, ce qui concerne le droit à la santé publique et aux soins médicaux (art. 5 e) iv)), les éléments de preuve invoqués par le Qatar (OHCHR Technical Mission Report, annexe 16 de la requête, par. 43-44) indiquent que les patients qui auraient été contraints de quitter les Emirats arabes unis ont ensuite reçu des soins médicaux dans d'autres pays, tels que l'Allemagne, la Turquie et le Koweït. Même si certains inconvénients ont pu être causés à ces patients, cette description suggère que le risque de préjudice irréparable pour ces patients n'est pas imminent, même s'il existait.

IV. ORDONNANCE INUTILE

A. La présomption de bonne foi au stade des mesures conservatoires

26. Je crains que la présente ordonnance indiquant des mesures conservatoires ne soit non seulement inutile mais aussi contre-productive pour le règlement du différend, car la conclusion de la Cour sur le risque de préjudice irréparable irait à l'encontre du principe de bonne foi en droit international public. Ce principe trouve son expression à l'article 26 de la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, qui prévoit : «Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi.» Il est énoncé également au paragraphe 2 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies qui est reflété dans la déclaration sur les relations amicales entre Etats (résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 adoptée par l'Assemblée générale).

27. Ce principe fondamental prescrit non seulement aux parties à une convention internationale de remplir de bonne foi leurs obligations dans leur vie internationale, mais exige également que les juges internationaux traitent avec soin les affaires dans lesquelles l'honneur d'un Etat est en cause. Autrement dit, la présomption de bonne foi empêche que l'honneur des Etats soit mis en cause à la légère. Cette présomption, qui favorise la stabilité des relations internationales et la bonne entente, est toujours importante pour contribuer à maintenir et augmenter la confiance des Etats dans le règlement juridictionnel des différends, où la soumission au juge relève de l'accord des parties en litige (Robert Kolb, *La bonne foi en droit international public*, PUF, 2000, p. 126). Il s'ensuit, *a fortiori*, que ce principe devrait être valable, *mutatis mutandis*, même au stade des mesures conservatoires, dans lequel la Cour doit décider de prononcer ou non son ordonnance rapidement avant sa conclusion définitive sur la compétence. Même si la présente procédure ne préjuge pas de la question de la compétence de la Cour pour connaître du fond de l'affaire ou du fond lui-même, la considération séparée ci-dessus exige que le principe de bonne foi s'applique dans l'examen de la demande en indication de mesures conservatoires.

28. A cet égard, la jurisprudence internationale montre que ce principe aboutit à la thèse selon laquelle la bonne foi doit être présumée (*Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie (deuxième phase), avis consultatif, C.I.J. Recueil 1950, p. 229*) ou la mauvaise foi ne doit pas être présumée (Nations Unies, *Affaire Tacna-Arica (Chili/Pérou), sentence arbitrale du 4 mars 1925, Recueil des sentences arbitrales (RSA), vol. II, p. 930* ; *Affaire du lac Lanoux (Espagne, France), sentence arbitrale du 16 novembre 1957, RSA, vol. XII, p. 305*). Quoi qu'il en soit, l'une des conséquences qui découlent de cette thèse est qu'il incombe à la partie qui allègue un manquement au principe de la bonne foi par son adversaire de fournir la preuve de son allégation (affaire relative à *Certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, fond, arrêt n° 7, 1926, C.P.J.I. série A n° 7, p. 30*). Cette règle concernant la charge de la preuve s'applique également au stade des mesures conservatoires, de sorte que c'est le demandeur qui doit établir qu'il existe un risque réel et imminent de voir un préjudice irréparable causé aux droits qu'il invoque (*Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica) ; Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua), mesures conservatoires, ordonnance du 13 décembre 2013, C.I.J. Recueil 2013, p. 407, par. 34*). Le caractère provisoire de l'ordonnance à indiquer ne devrait pas exonérer ce fardeau qui pèse sur le demandeur.

29. En l'espèce, je suis d'avis que la preuve présentée à la Cour ne démontre pas que le risque de préjudice est «imminent», même dans l'hypothèse où il serait irréparable. Ceci est implicitement illustré aux paragraphes 67 à 71 de l'ordonnance d'aujourd'hui, dans laquelle la Cour, après avoir conclu que le risque de préjudice en question est de nature irréparable, a manqué de vérifier si ce risque est en fait «imminent». Le principe de bonne foi, s'il était dûment appliqué à ce stade des mesures conservatoires, n'aurait pas permis à la Cour de se borner à une telle conclusion. Cela est d'autant plus vrai dans la situation où les Emirats arabes unis ont montré leur engagement sincère envers leurs obligations en matière de droits de l'homme, comme en témoignent les plaidoiries de leur agent (CR 2018/13, p. 10-11, par. 3 (Alnowais) ; CR 2018/15, p. 42, par. 2, et p. 44, par. 10 (Alnowais)) ainsi que la réponse à la communication conjointe des six rapporteurs spéciaux, dans laquelle les Emirats arabes unis soulignent que «[t]he United Arab Emirates continues to uphold those [human rights] treaties and is fully aware of its obligations and commitments in this regard» (HRC/NONE/2017/112 (le 18 septembre 2017), p. 3 ; annexe 14 de la requête du Qatar). La présomption de bonne foi aurait dû être mise en œuvre au bénéfice du défendeur.

B. L'écoulement de temps

30. Je suis d'avis que la Cour, en examinant l'urgence de la présente affaire, aurait dû prêter attention à l'écoulement de temps entre la présente ordonnance et la phase suivante, qu'il s'agisse des exceptions préliminaires ou du fond.

31. La notion d'urgence dans le contexte des mesures conservatoires de la Cour est définie comme la situation où «un préjudice irréparable [est] causé aux droits en litige *avant que la Cour ne rende sa décision définitive*» (par. 61 de l'ordonnance, les italiques sont de moi). A cet égard, le concept de temps est généralement considéré comme une mesure à l'aune de laquelle le changement peut être mesuré dans un contexte social ou une période donnée (David M. Engel, «Law, Time and Community», *Law & Society Review*, vol. 21, n° 4 (1987), p. 606-607). Ainsi, la question de savoir si une situation donnée est urgente ou non ne peut être déterminée de manière abstraite ; elle doit être examinée à la lumière d'un cadre temporel raisonnablement défini. Dans le cas des mesures conservatoires, à proprement parler, la Cour ne pouvait pas conclure sans un cadre temporel donné ou une perspective pour le calendrier de la prochaine phase de la procédure.

32. Il serait certainement excessif d'attendre de la Cour qu'elle fournisse un calendrier défini de l'affaire à ce stade initial de la procédure. Néanmoins, la nature apparente de l'affaire peut *prima facie* indiquer la complexité de l'affaire, ce qui nous permettrait de prévoir la durée totale de la procédure. Par exemple, si un certain degré de complexité de l'affaire était déduit de la nature de celle-ci, un cadre temporel long serait envisagé pour la procédure et, par conséquent, l'urgence devrait être examinée par rapport à ce cadre temporel long, dans lequel un changement social pourrait être plus probable. En revanche, si une telle complexité n'était pas déduite du dossier, un cadre temporel relativement court devrait être envisagé avant la décision finale et, par conséquent, l'urgence devrait être analysée dans ce cadre temporel court.

33. Je suis d'avis que la présente affaire relève de la deuxième catégorie plutôt que de la première, compte tenu de la portée bien définie du différend telle que présentée par le demandeur. Il convient également de noter que le défendeur, malgré la requête et la demande en indication de mesures conservatoires soudainement soumises par le Qatar, a fait valoir sa propre perception du différend plutôt que de simplement rejeter les allégations faites par le demandeur. En tout état de cause, les circonstances de l'affaire prévoient qu'un cadre à long délai ne sera pas nécessaire dans le cas présent et que, par conséquent, l'urgence aurait dû être examinée par rapport à un cadre temporel court. Etant donné la nature des droits sur lesquels la Cour a accordé des mesures conservatoires, il serait moins probable qu'ils soient soumis à un risque de préjudice irréparable dans un court laps de temps avant que l'affaire n'arrive à la phase suivante.

(Signé) Jean-Pierre COT.
